

# Géographie économique : Le modèle productif français est-il robuste ?

Nadine LEVRATTO

Directrice de recherche au CNRS

Co-directrice de la chaire Planification écologique, politiques  
industrielles et territoires

Présidente du Comité National de la Recherche Scientifique  
(Section Economie et Gestion)

[nadine.levratto@cnr.fr](mailto:nadine.levratto@cnr.fr)

[Site personnel](#)

Nadine  
Levratto

[Accueil](#) [CV](#) [Recherche](#) [Médias / Conférences](#) [Livres](#) [Alter Eco](#) [Contact](#)

## Actuellement, je suis

- Directrice de recherche au CNRS, I3-CERNA, Mines Paris, PSL
- Membre élu et Présidente du CoNRS Comité National de la recherche scientifique – Section Economie et Gestion (S&G)
- Chargée d'enseignements à l'Université Paris Nanterre et SciencesPo Paris
- Co-responsable de la Chaire PEPT (Planification Ecologique, Politiques Industrielles et Territoires) avec Nicolas Porter (SciencesPo Paris). Programme CNRS-SciencesPo Paris, soutenu par l'Institut pour la Recherche de la Casse des Dépôts, hébergé à l'Institut Louis-Bachelier (I&I)
- Membre du Comité directeur de l'AFSE – Association Française des Sciences Economiques et du Comité d'Administration de l'AREF – Association Française de Science Régionale
- Membre du Comité Scientifique de l'IREC – Institut de recherches économiques et sociales des JECO et de l'Institut Yblén

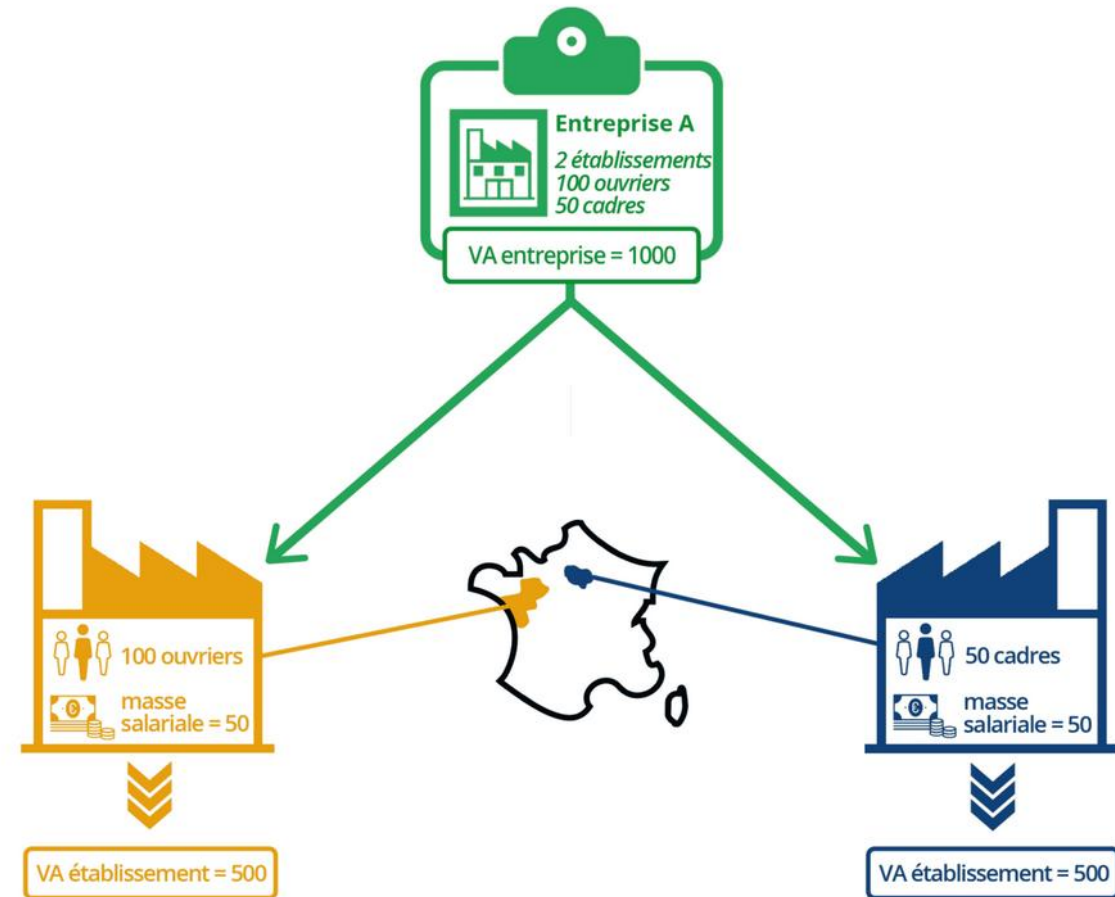


# 1. Documenter les spécificités locales

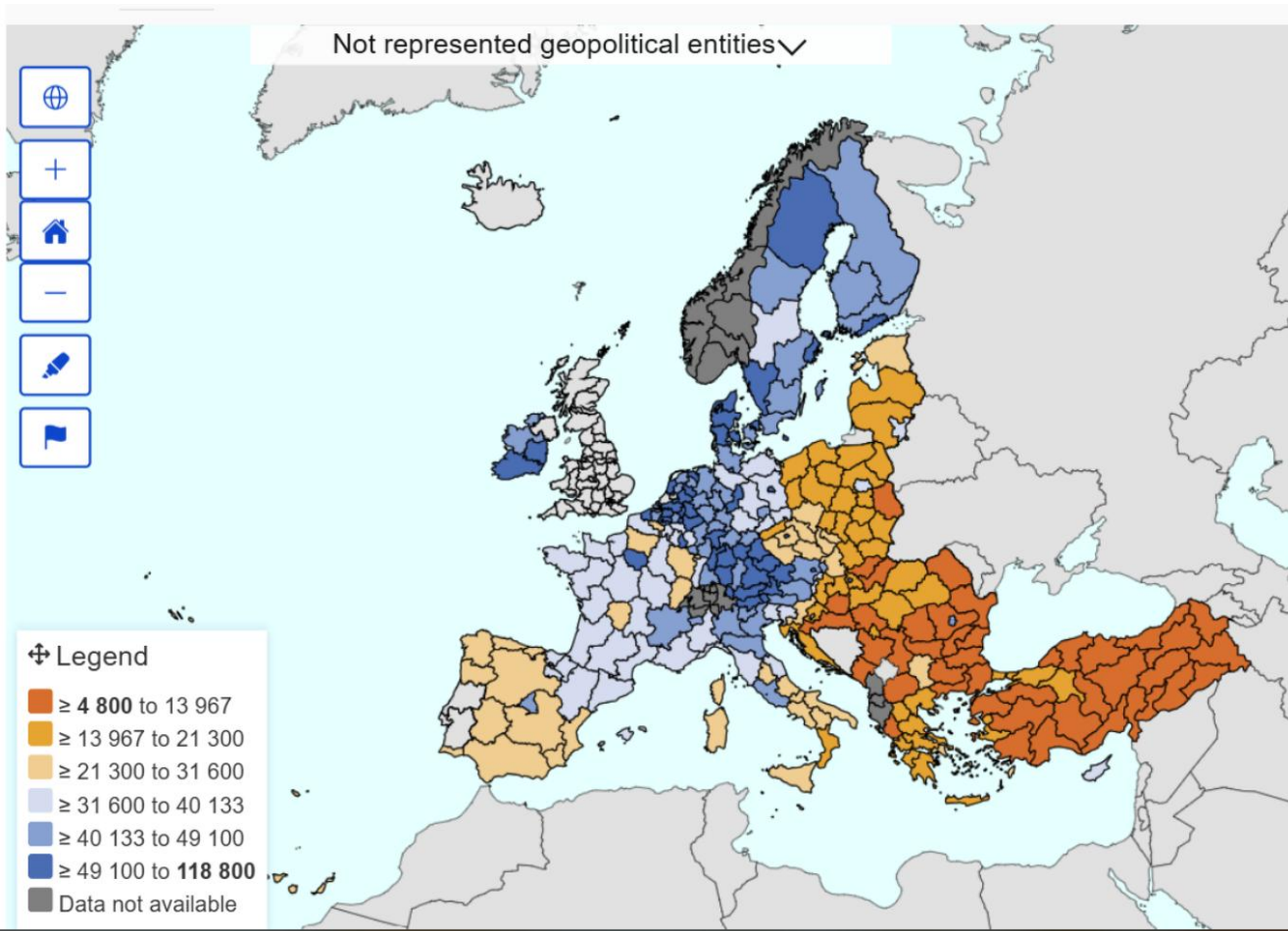
- Construction des indicateurs
- Représenter les régions

# Régionaliser les indicateurs macro : un défi technique

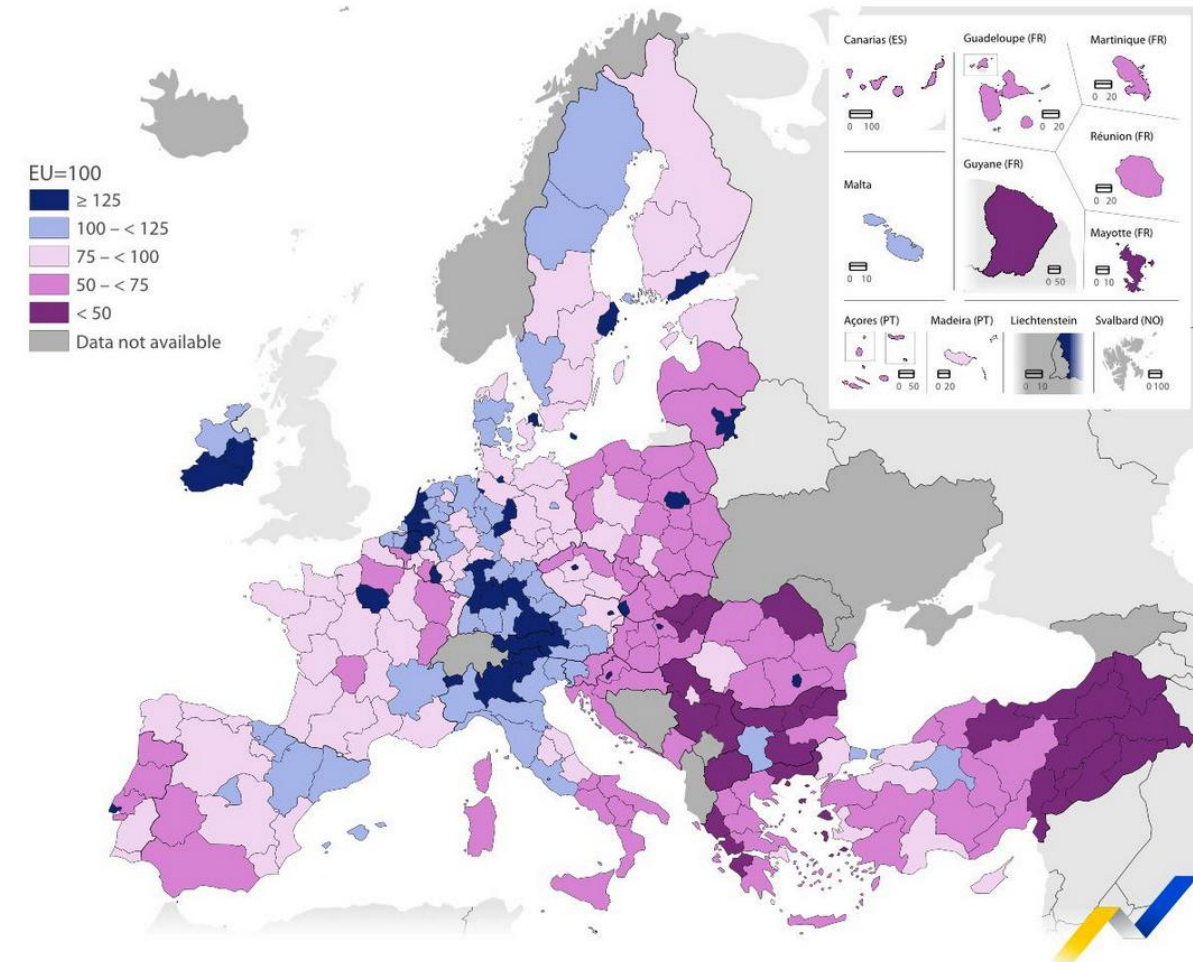
- Calculer des PIB régionaux soulève des difficultés sauf pour les RUP qui possèdent un système de comptes propres
- Le système d'information du tissu économique est à l'échelle des entreprises, mais les différents établissements d'une entreprise n'ont pas de comptabilité → on ne connaît pas précisément la localisation de la valeur ajoutée pour une entreprise ayant plusieurs établissements → problème quand les établissements sont dans des régions différentes
- Solution (Eurostat) : Calculer les PIB régionaux à partir du PIB national en répartissant la valeur ajoutée par branche en fonction des masses salariales des établissements.
- Limites :
  - 1/ Cette répartition ne tient pas compte du capital de chacun des deux établissements en général supérieure dans les régions → surestimation du PIB francilien.  
Mais salaires ~ 60% de la VA → biais acceptable
  - 2/ Impossible de localiser les actifs immatériels
  - 3/ Rien sur l'origine de la VA : vient-elle des concepteurs des produits, des ouvriers qui les produisent, ou des commerciaux qui les vendent ?
- Cela n'empêche pas d'avoir des PIB régionaux. Mais plus on désagrège, moins on est exact



# PIB par habitant dans les régions européennes (NUTS 2) en 2023

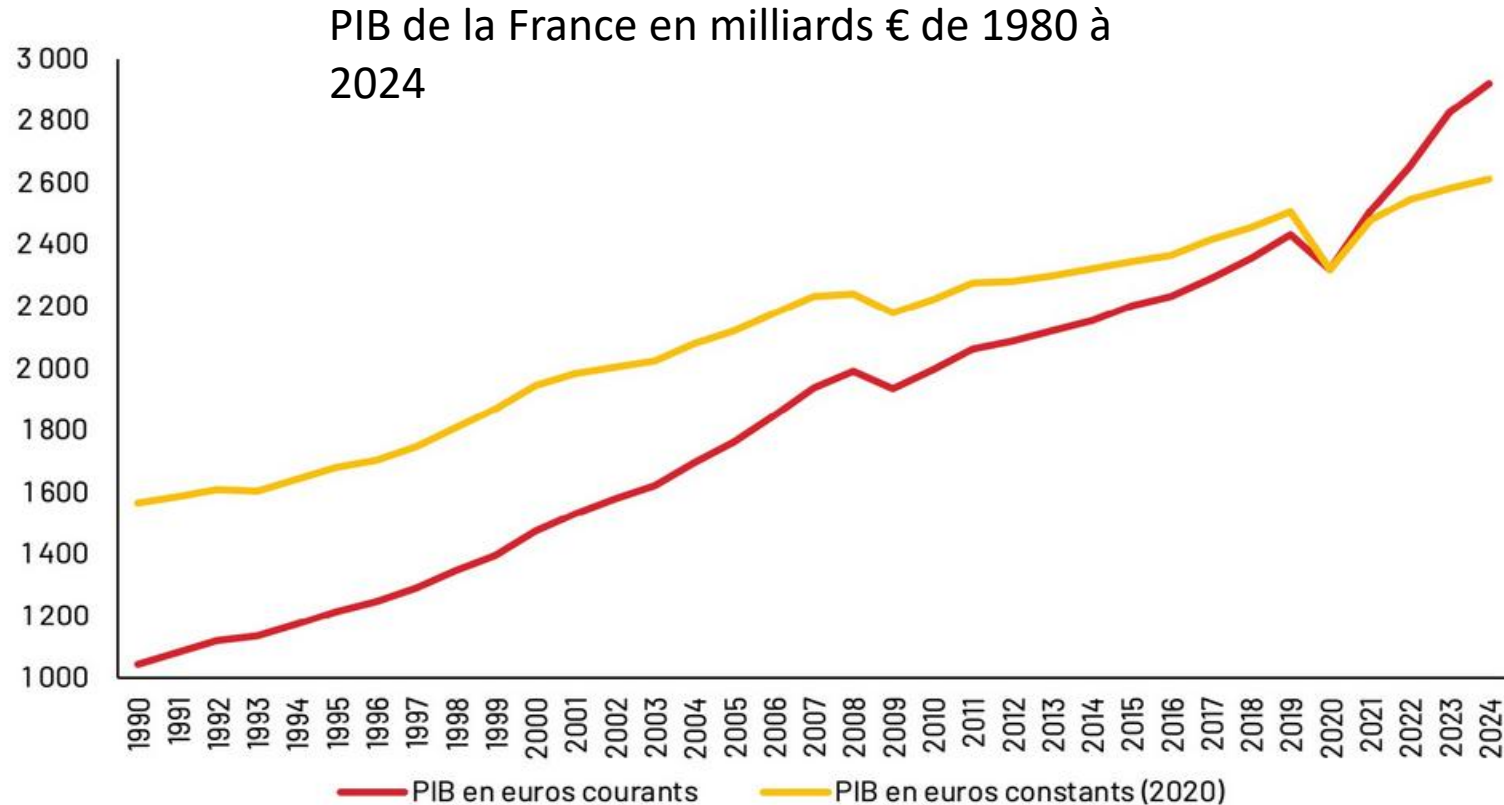


## GDP per capita by NUTS 2 regions, 2023 (in purchasing power standards)



# Le contexte : un PIB qui croît continuellement

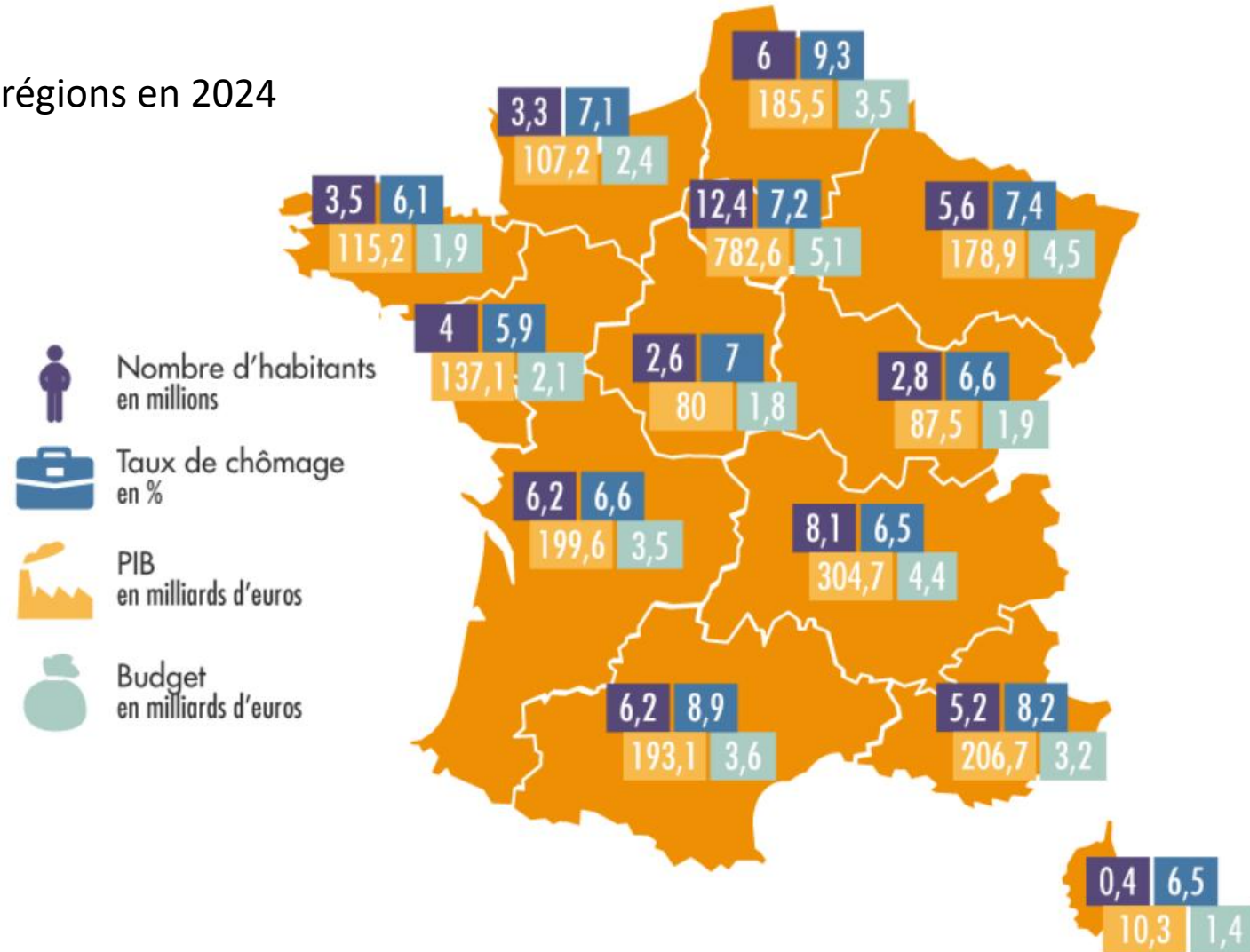
- PIB de la France **2613 milliards d'euros en 2024**



Source : Insee, « Comptes de la nation » (2024).

# France : des disparités régionales en niveau

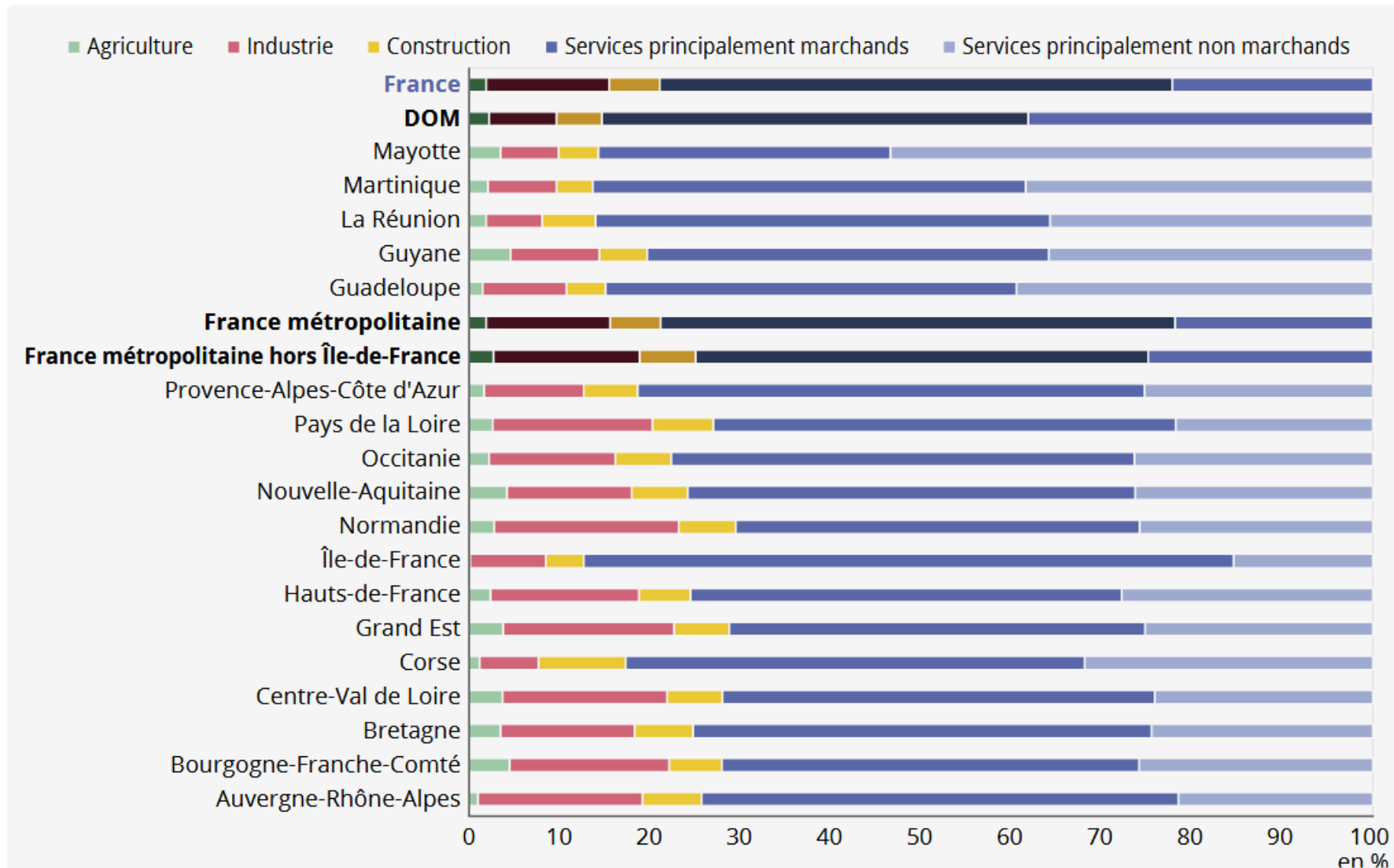
Poids économique des régions en 2024



## 2. Structure et évolution du tissu économique local

- Valeur ajoutée
- Emploi

# Structure de la valeur ajoutée brute en 2018 par secteur d'activité



**Lecture :** en 2018, en Île-de-France, le secteur des services principalement marchands génère 71,9 % de la valeur ajoutée produite.

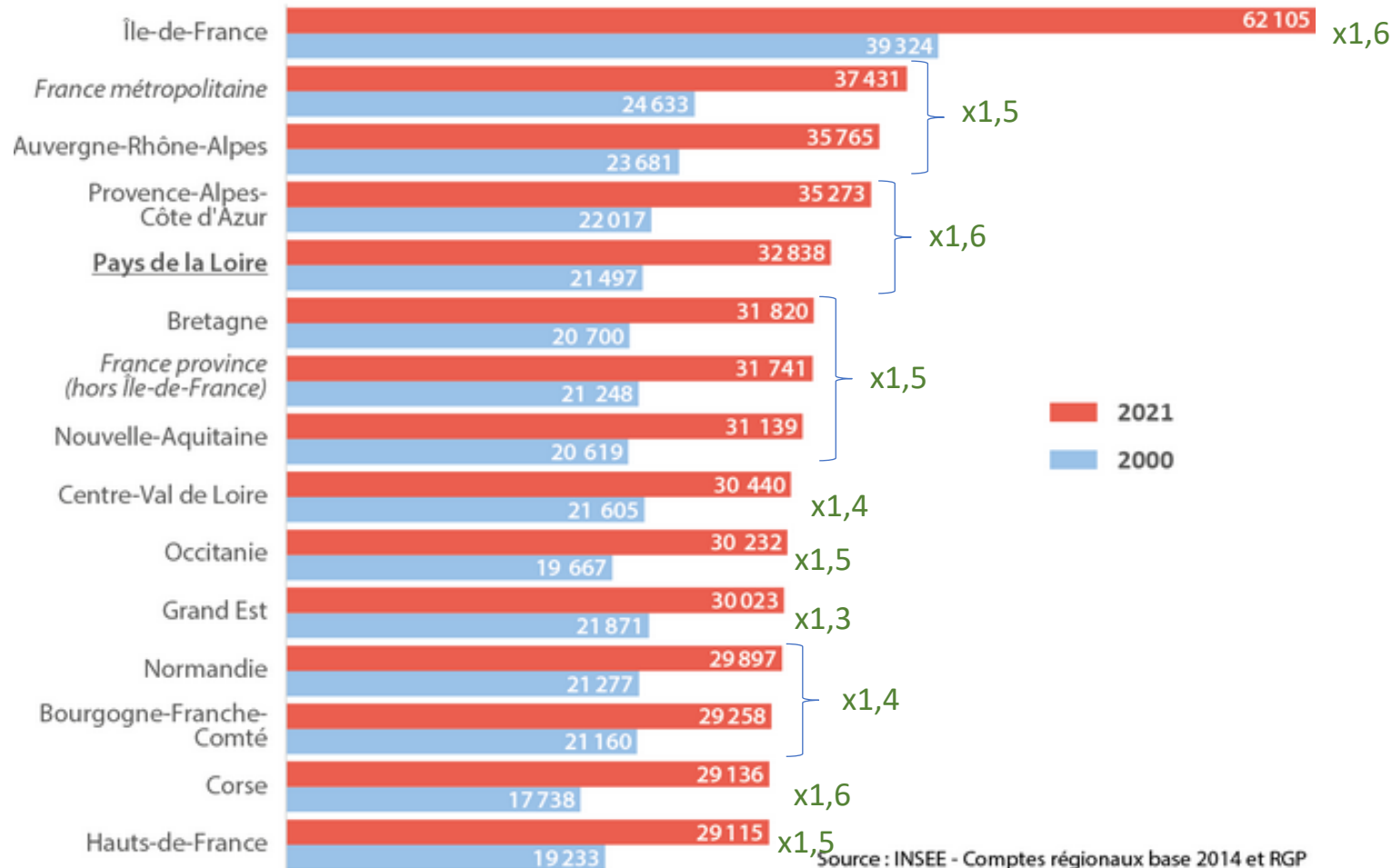
**Champ :** France.

Source : Insee, comptes régionaux des ménages semi-définitifs, base 2014.

# France : disparités régionales en variation

Evolution des PIB régionaux / habitant (2000-2021)

**PIB régionaux par habitant** (en euros courants)



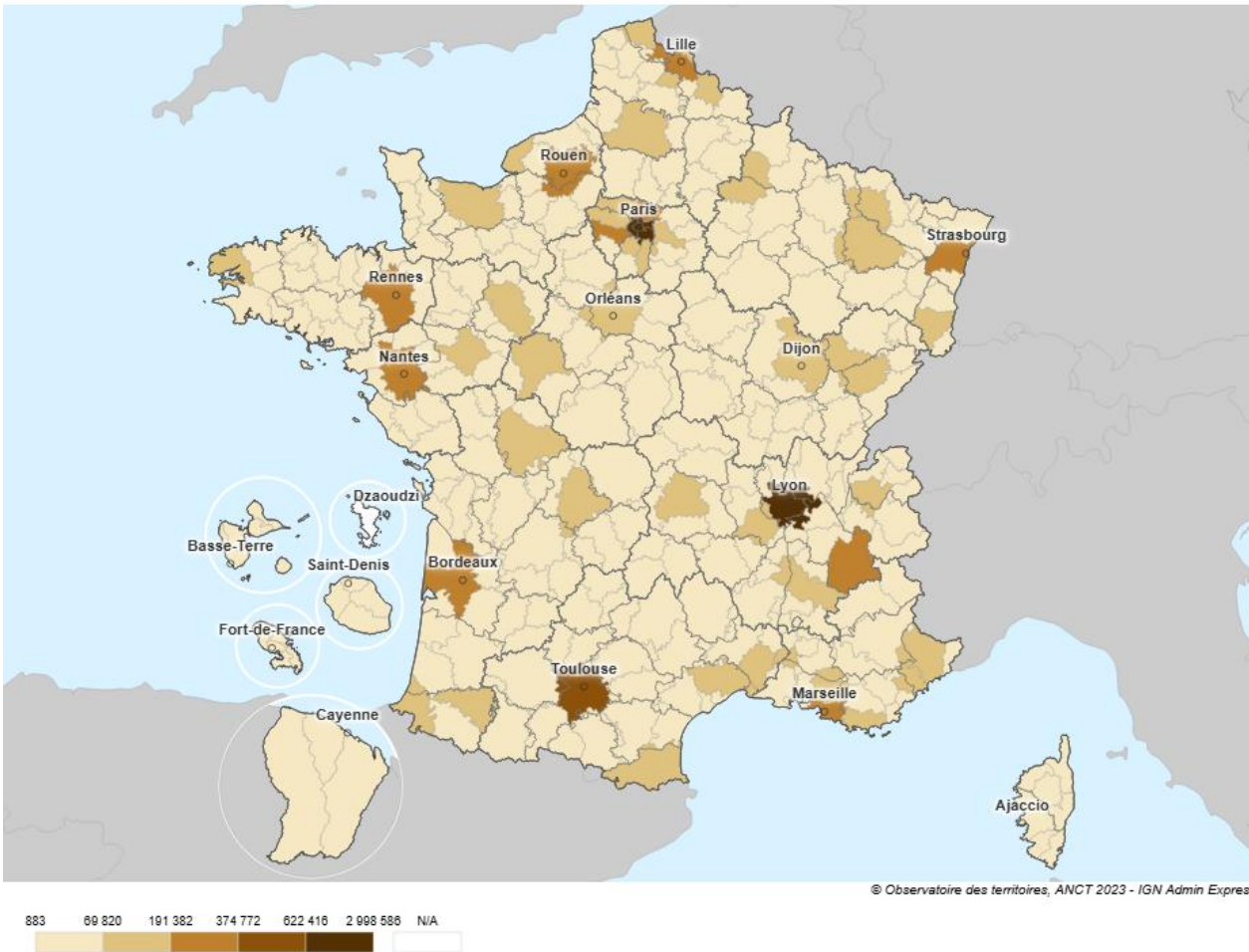
Source : INSEE - Comptes régionaux base 2014 et RGP

- Faible dispersion des taux de croissance régionaux
- Pas de relation rang/taille
- Etonnante infirmation de la loi de Gibrat ou Loi de l'effet proportionnel!

# Une nette polarisation de l'emploi salarié...

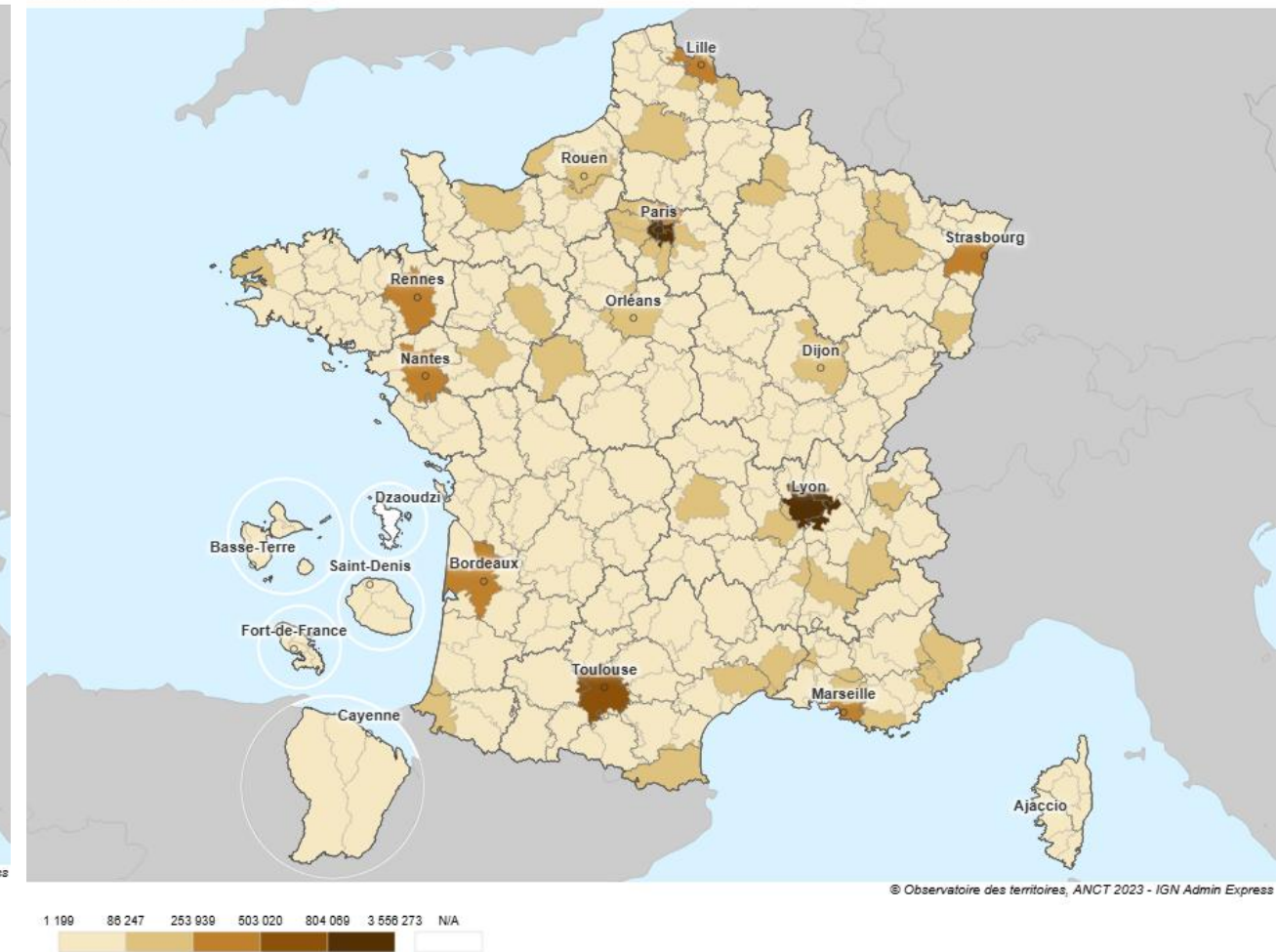
Emploi total, 2009 - Source : Chaire PEPiTe

Emploi salarié total par zone d'emploi en 2009



Emploi total, 2024 - Source : Chaire PEPiTe

Emploi salarié total par zone d'emploi en 2024



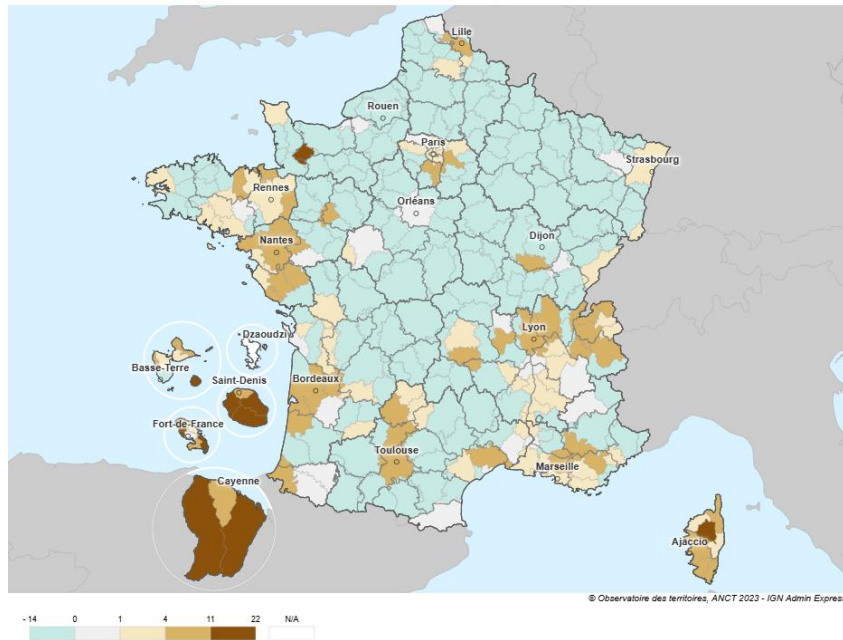
- Structuellement, les zones d'emploi métropolitaines concentrent l'essentiel de l'emploi : Essor du secteur tertiaire et des nouvelles technologies de l'information et de la communication
- Domination non-contestée de la région Île-de-France

# Des dynamiques de croissance territoriales différenciées

## Variation du nombre total d'emplois par zone d'emploi

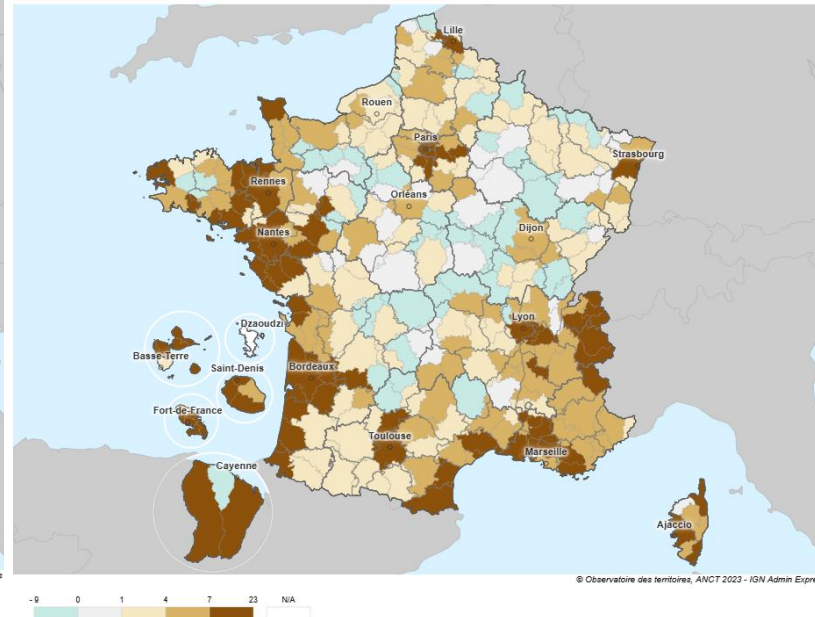
2009-2015

Emploi total, variation 2009-2015 (%) - Source : Chaire PEPiTe



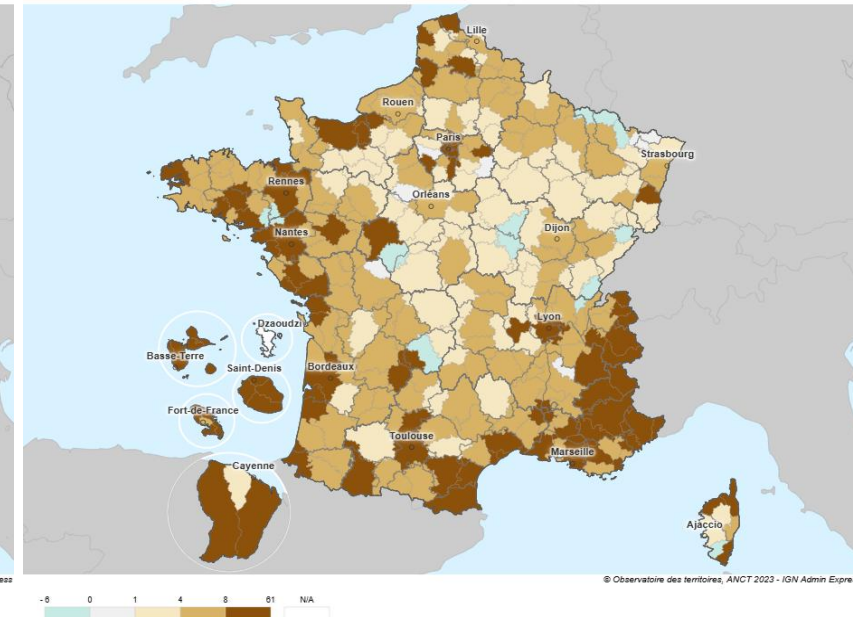
2015-2019

Emploi total, variation 2015-2019 (%) - Source : Chaire PEPiTe



2020-2024

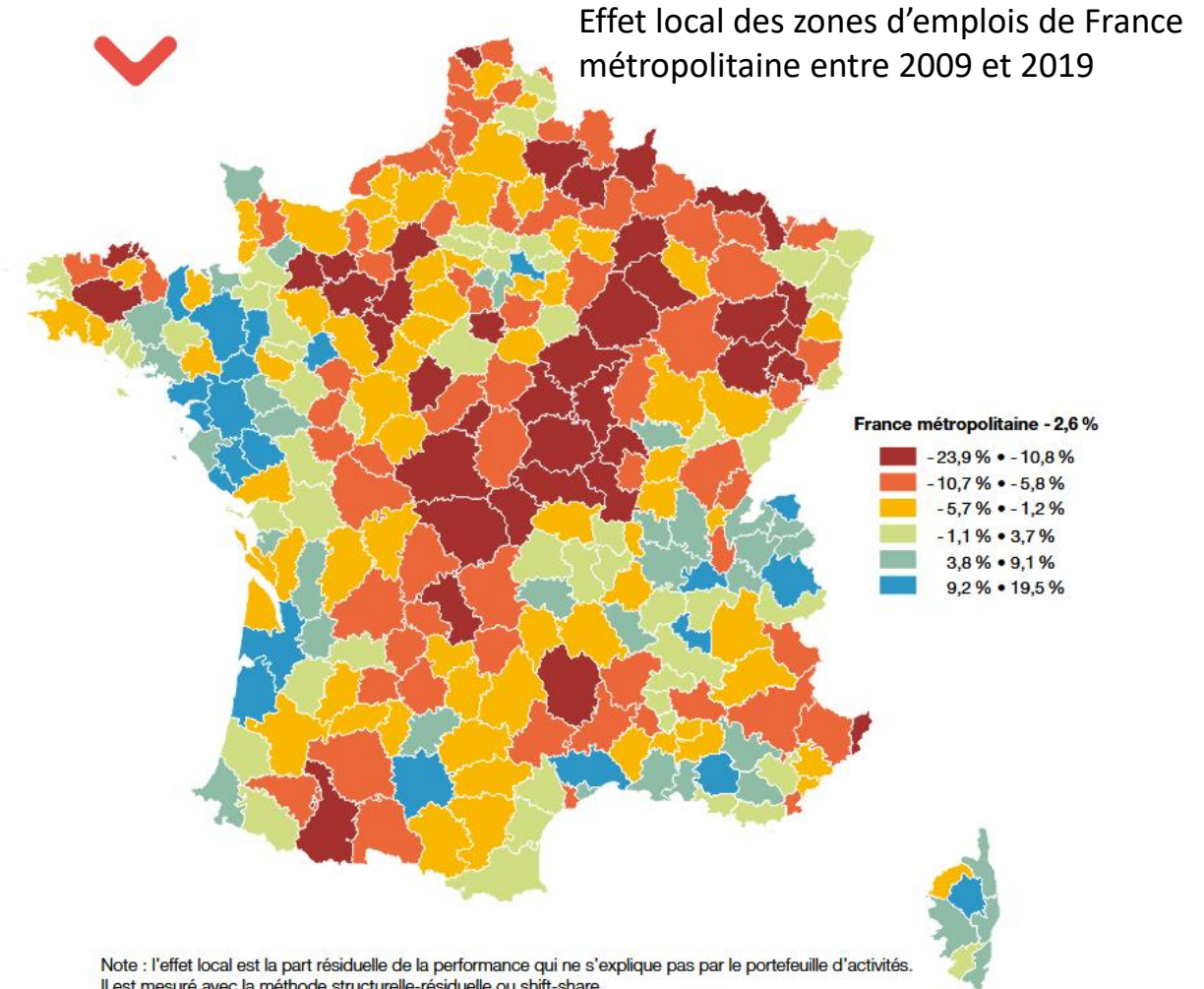
Emploi total, variation 2020-2024 (%) - Source : Chaire PEPiTe



- Des disparités qui se creusent dès avant le Covid-19
- Une répartition de la croissance en U
- La diagonale des faibles densités toujours plus marquée
- $\Delta$  emploi IdF =  $\Delta$  emploi dans les métropoles régionales (38% des quelque 451.710 créations d'emplois nettes répertoriées entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 et le deuxième trimestre 2023),

# Comprendre la dynamique des l'emploi par l'effet local

- D'où vient la croissance de l'emploi sur un territoire ?
- 3 sources identifiées par la littérature (*shift-share analysis*) :
  - Trend national
  - Trend sectoriel fonction du portefeuille d'activités = effet structurel
  - avantages ou désavantages propres et spécifiques au territoire = effet local



Pour aller plus loin : Carré, D. et Levratto, N. (2024) [L'effet local : mesure de la performance relative d'un territoire et de sa complexité](#)

# 3. Un long processus de désindustrialisation

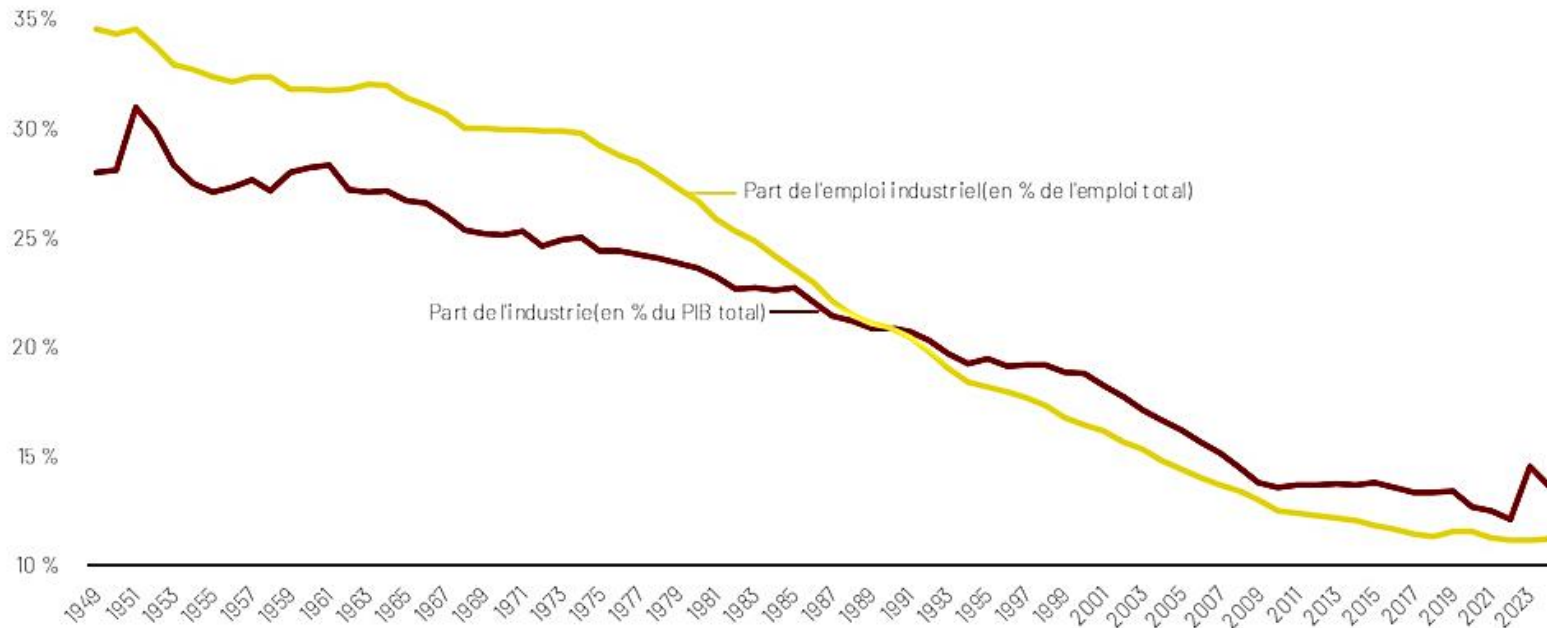
- Manifestations
- Déterminants

# Une transformation structurelle de l'économie française

- Définir la désindustrialisation : *La désindustrialisation peut désigner la destruction d'emploi industriel ou le recul de l'activité manufacturière, ou encore de manière générale, le recul de la place relative occupée par l'activité industrielle dans la société. La désindustrialisation désigne le passage de l'âge industriel qui se caractérisait par la prépondérance des activités industrielles dans l'économie (emploi, production, commerce...) et la société (culture ouvrière, encadrement social par le patronat ou les syndicats...) à l'âge post-industriel. La désindustrialisation est un corollaire de la tertiarisation de l'économie et une conséquence de l'ouverture des échanges mondiaux entraînant une concurrence entre les pays anciennement industrialisés à haute protection sociale et les pays nouvellement industrialisés à bas salaire, et aboutissant à des relocalisations» (<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/desindustrialisation>)*
- C'est tout un paysage économique, culturel, social et esthétique qui a été modifié. Depuis le milieu des années 1980, en effet, la France s'est métamorphosée en profondeur. Accélération de la désindustrialisation, apogée de la société des loisirs et de la consommation, poursuite de la périurbanisation, hybridation des traditions populaires sous l'influence de la mondialisation, syncrétisme spirituel et religieux sont autant de réalités nouvelles qui structurent en profondeur cette France qui a irrémédiablement changé depuis la fin des Trente Glorieuses.« (Jérôme Fourquet, Jean-François Cassly, 2021. *La France sous nos yeux: Économie, paysages, nouveaux modes de vie*, Éd du Seuil, p. 11)

# Un recul continu de l'industrie

Part de l'industrie dans le PIB et de l'emploi industriel dans l'emploi total



" De 1970 à 2014, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a fortement augmenté. Cependant, son poids dans l'ensemble de l'économie a été divisé par deux pour atteindre 11,2%". (E. Rossignol, INSEE Première, N°1592, 2016)

Entre T2 1974 et T4 2022: -2,26 millions d'emplois privés dans l'industrie

Depuis 2017 : créations nettes d'emplois, mais il s'agit uniquement d'un rattrapage des nombreuses destructions d'emplois à la suite du Covid.

Un biais statistique ?

On affiche l'évolution du nombre d'emplois mais pas la quantité de travail. Des emplois précaires, à temps partiels et des postes en apprentissage sont créés mais, au total, le nombre d'équivalents temps plein diminue.

Entre T4 2019 et T4 2022, 3 900 équivalents temps plein ont été perdus dans l'industrie manufacturière

Source : Insee, « Comptes de la nation » (2024).

Note : l'industrie correspond ici à la branche « Industrie manufacturière, industries extractives et autres (énergie, eau, gestion des déchets et dépollution) ».

Source : Insee, Comptes nationaux annuels – base 2014 ; emploi intérieur total par branche en nombre de personnes

# Un recul de l'industrie attribuable à des causes diverses

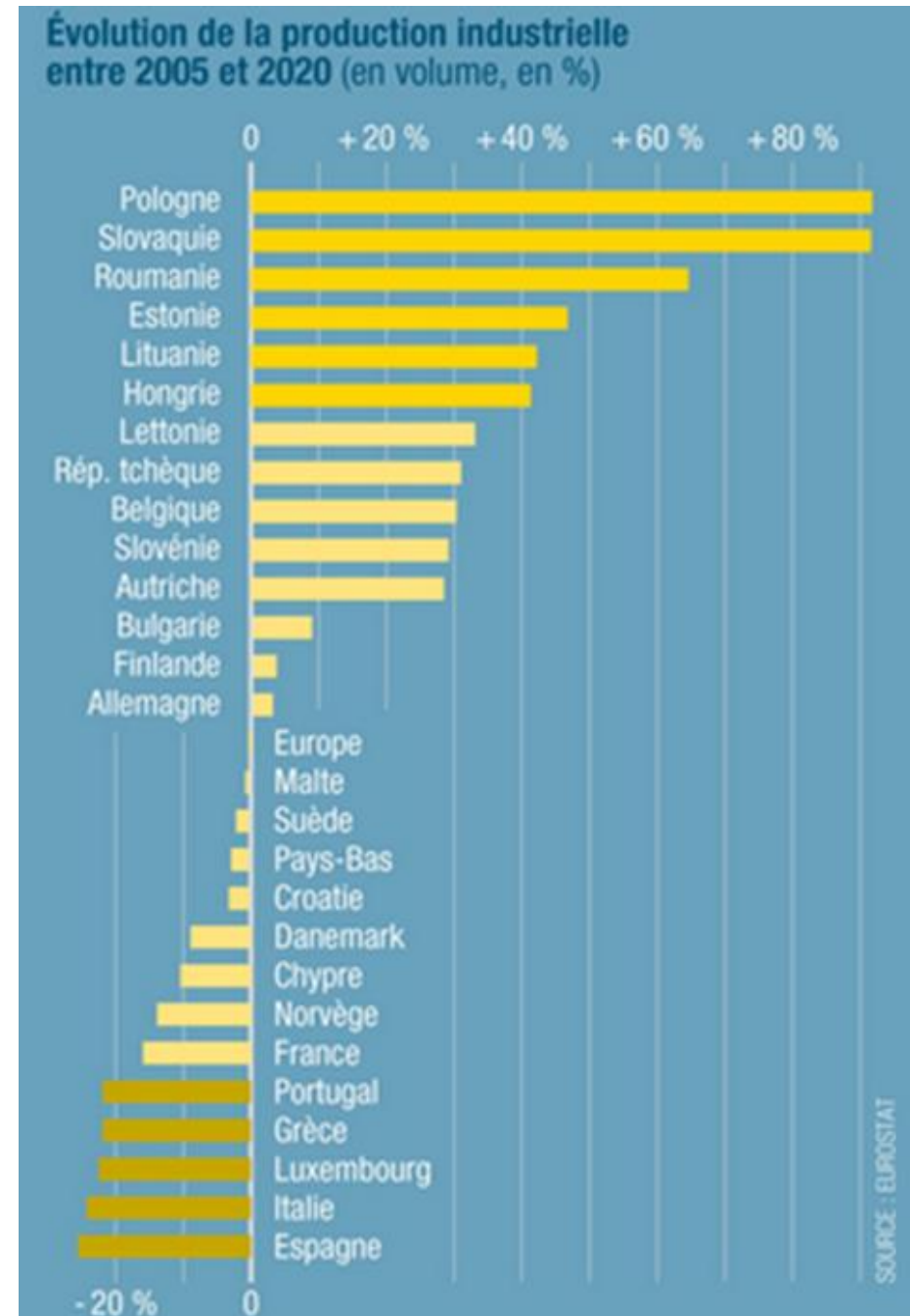
- Composante servicielle de la demande de plus en plus élevée (hausse des revenus, effet Veblen)
- Gains de productivité (innovation, intensité capitaliste, efficacité de l'organisation de la production)
- Externalisation des activités hors cœur de métier (services notamment)
- Artefact statistique lié à la transformation des activités de fabrication (intensification de la R&D, démembrement des chaînes de valeur, dépendance à la logistique, etc.)
- Délocalisations (extra européennes ET intra-européennes)
- Substitution de la production domestique par des importations associée à la perte de compétitivité internationale de l'industrie.

# Délocalisations intra-européennes

La liberté de circulation des capitaux, la création d'une zone monétaire unifiée autour de l'euro, sans accompagnement par une harmonisation sociale et fiscal → énorme attraction du capital vers les nouveaux adhérents de l'UE qui disposaient d'une main d'œuvre formée et qualifiée bon marché.

Délocalisations et implantations dans les nouveaux Etats membres → nouvelle carte industrielle, en particulier dans l'automobile, les produits métallurgiques intermédiaires et les équipements énergétiques

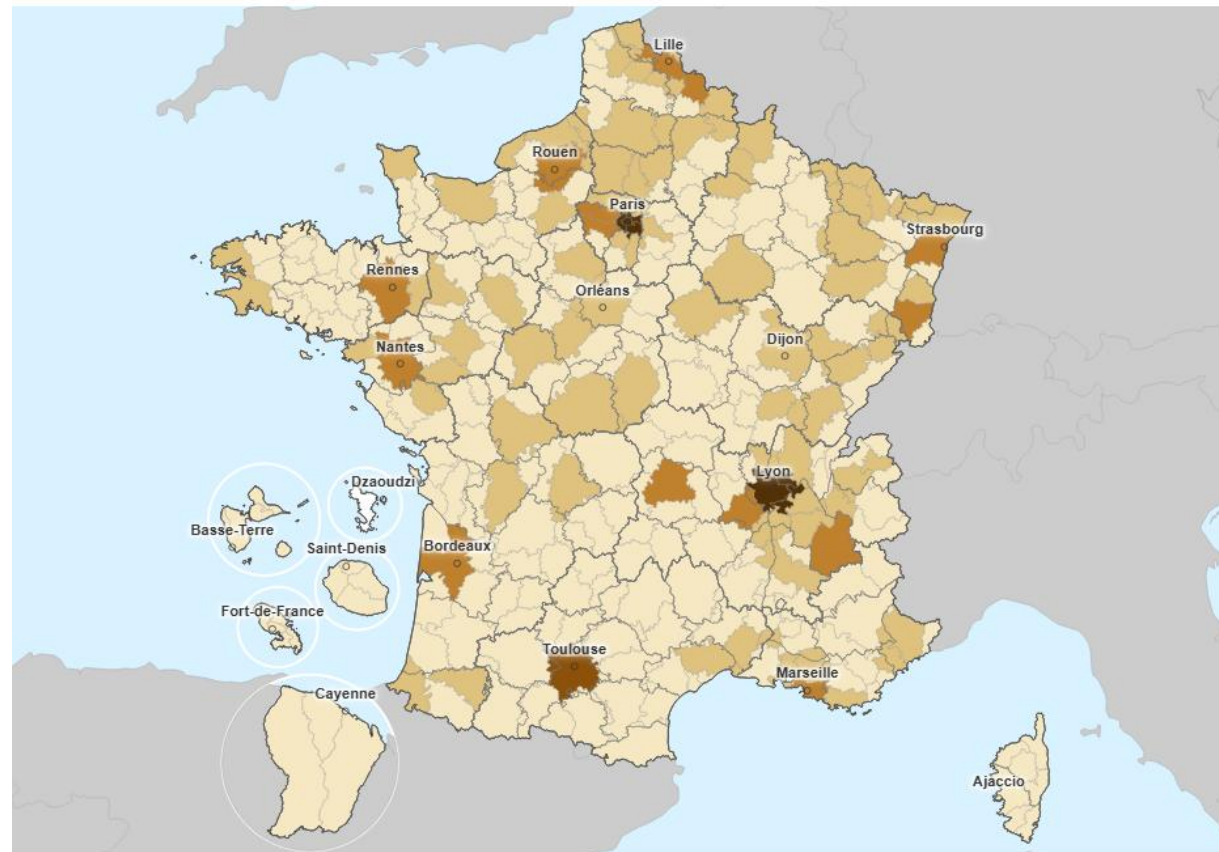
Conséquence : la dispersion des poids de l'industrie dans le PIB s'étend de 1 à 6 entre le moins industrialisé (Luxembourg) et le plus industrialisé (Irlande).



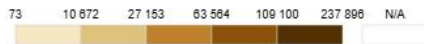
# Des territoires inégalement marqués par la désindustrialisation

Emploi salarié industriel par zone d'emploi en 2009

Emploi industriel, 2009 - Source : Chaire PEPiTe

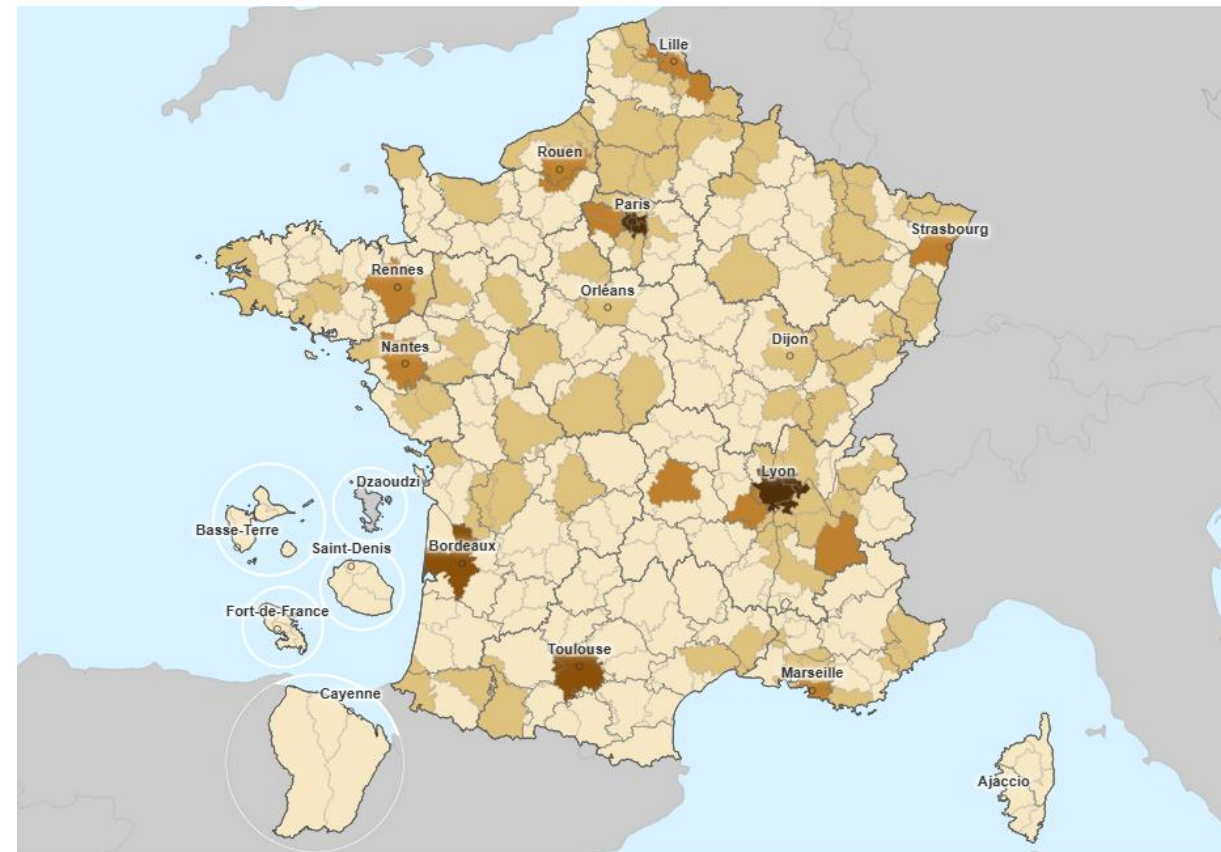


© Observatoire des territoires, ANCT 2023 - IGN Admin Express

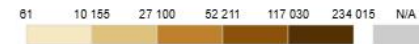


Emploi salarié industriel par zone d'emploi en 2024

Emploi industriel, 2024 - Source : Chaire PEPiTe



© Observatoire des territoires, ANCT 2023 - IGN Admin Express



# Evolution de l'emploi industriel dans les territoires

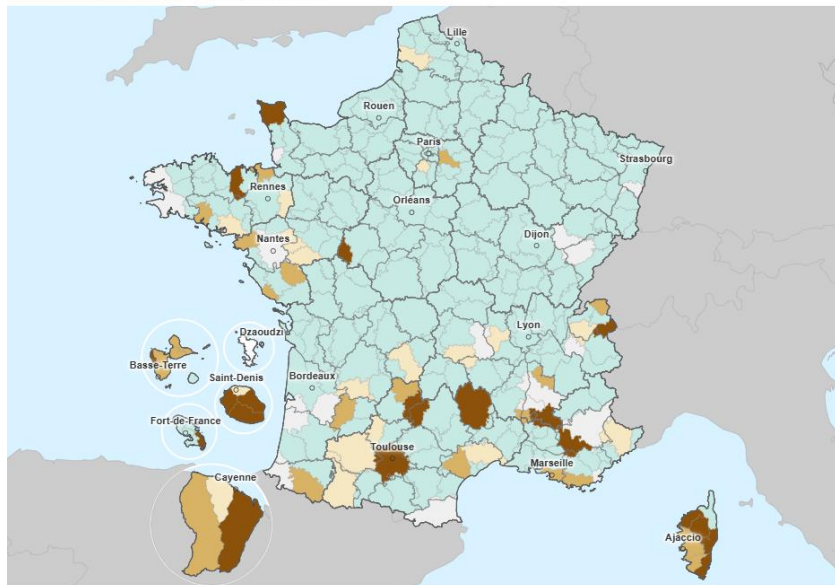
## Variation du nombre d'emplois industriels par zone d'emploi

2009-2015

2015-2019

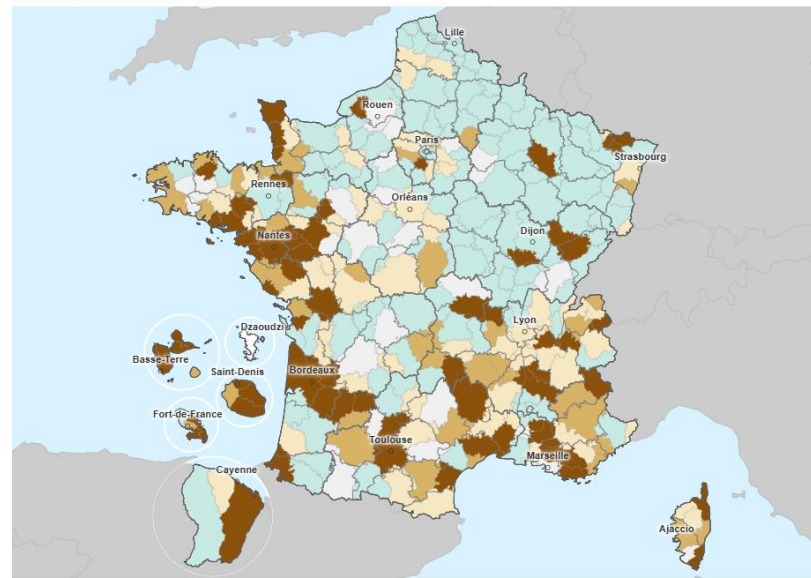
2020-2024

Emploi industriel, variation 2009-2015 (%) - Source : Chaire PEPiTe



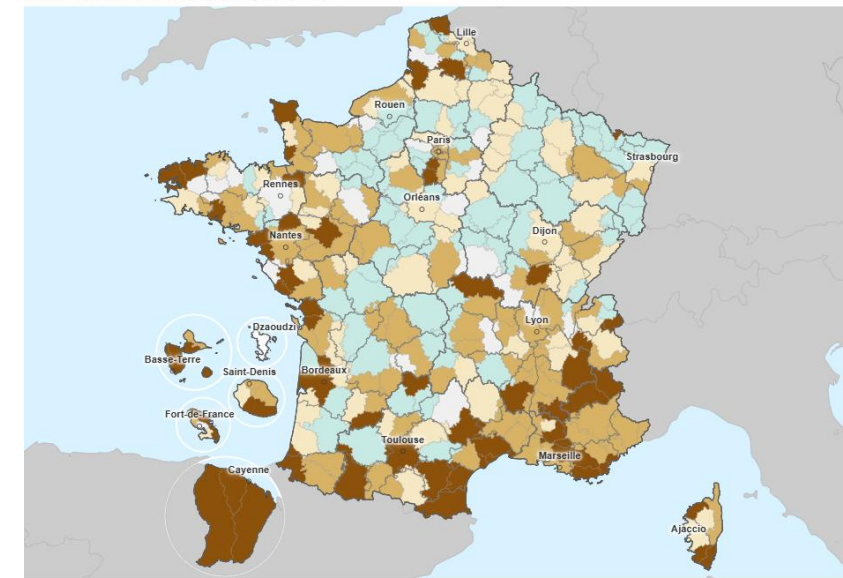
© Observatoire des territoires, ANCT 2023 - IGN Admin Express

Emploi industriel, variation 2015-2019 (%) - Source : Chaire PEPiTe



© Observatoire des territoires, ANCT 2023 - IGN Admin Express

Emploi industriel, variation 2020-2024 (%) - Source : Chaire PEPiTe

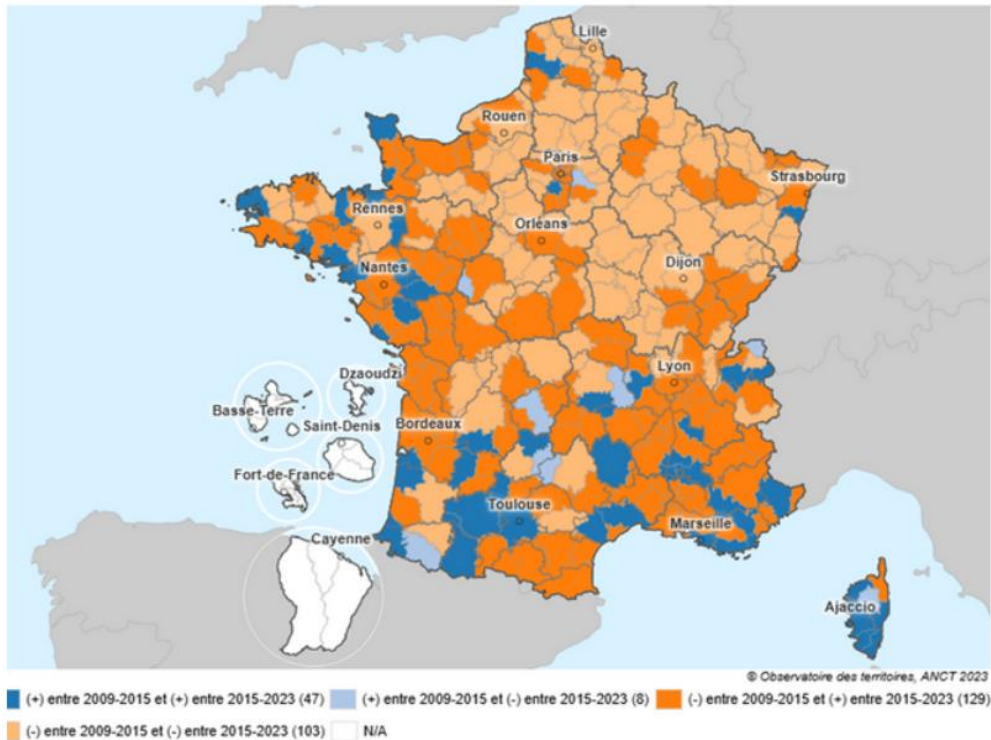


© Observatoire des territoires, ANCT 2023 - IGN Admin Express

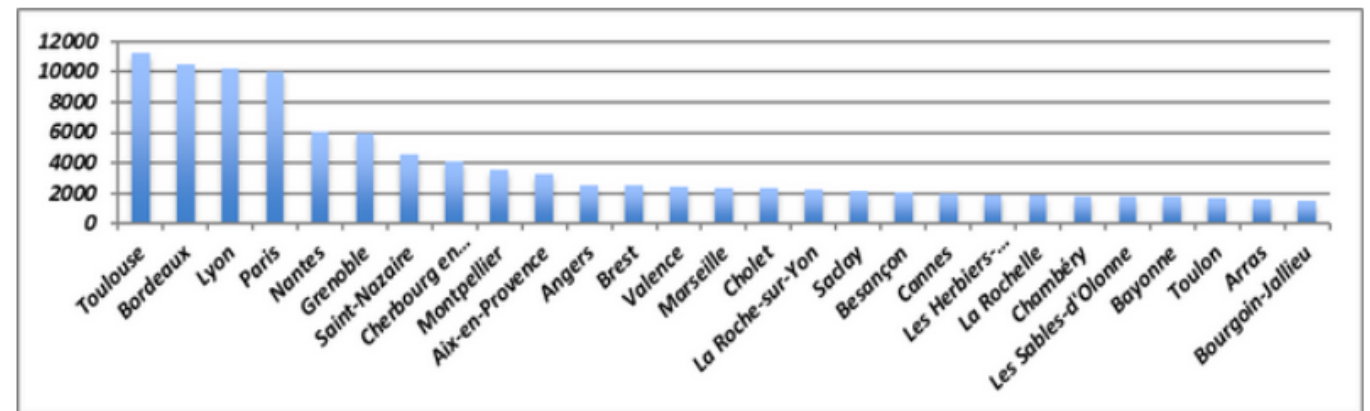
- Une désindustrialisation massive et généralisée après la crise financière de 2008-2009
- Une reprise industrielle à l'ouest (néo-industrie) et dans certains territoires du sud
- Les vieilles régions industrielles, grandes perdantes de la période

# Les zones denses, principales créatrices d'emplois industriels

Signe de la variation de l'emploi industriel entre 2009-2015 et 2015-2023



Répartition géographique des créations d'emplois dans l'industrie



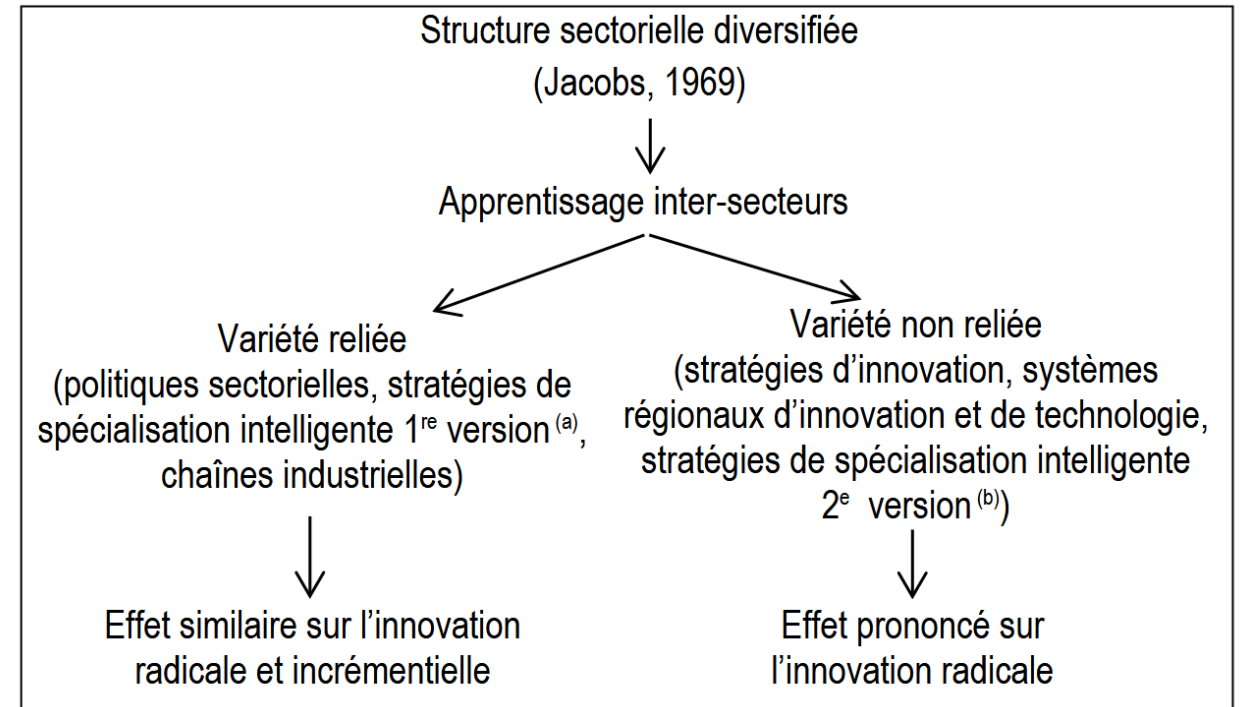
Calculs des auteurs. Données Acoess-URSSAF

Plus de la moitié des 103 000 emplois créés entre 2009 et 2023 sont concentrés dans 6 zones d'emploi : Toulouse (+ 11 000 emplois industriels), Bordeaux, Lyon et Paris (respectivement +10 000), Nantes et Grenoble (+6 000) et Aix-Marseille (+5 500 emplois, soit respectivement + 3 200 et + 2 300).

# D'où vient la croissance des emplois industriels ?

- Point de départ de l'analyse : rendre compte de la façon dont la diversification et la spécialisation affectent la croissance économique régionale
- Comment ? Préciser les externalités d'agglomération en intégrant le degré de corrélation entre les technologies utilisées dans les secteurs et la diffusion des connaissances et de l'innovation
  - Hypothèse de la spécialisation : externalités au sens de Marshall-Arrow-Romer
  - Hypothèse de la diversification : externalités au sens de Jacobs (diversification)
- De la diversification à la complémentarité (Frenken,
  - Variété reliée ou intrasectorielle : la diversité au sein de secteurs définis à un niveau agrégé, c'est-à-dire entre secteurs relativement proches les uns des autres et appartenant au même secteur agrégé
  - Variété non-reliée : diversité entre secteurs définis à un niveau agrégé, c'est-à-dire entre secteurs différents les uns des autres
- Effets de voisinage ou autocorrélation spatiale : relations avec les territoires voisins

## Variétés reliée et non reliée : filiation et mécanismes

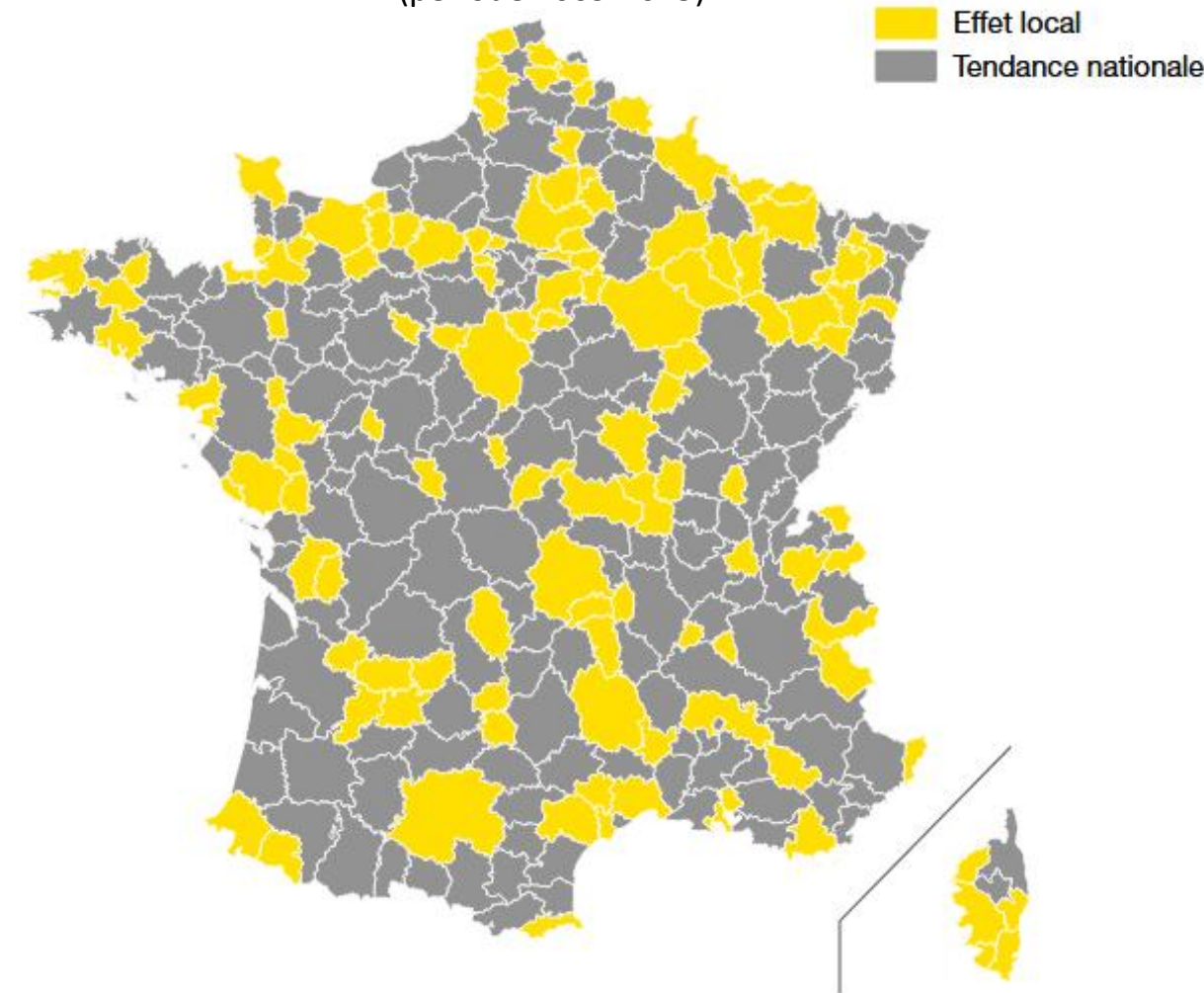


Note : (a) les régions ne devraient pas partir de zéro lorsqu'elles développent de nouveaux domaines d'activité. Elles devraient au contraire promouvoir la fertilisation croisée des connaissances et des idées entre les domaines. (b) Selon cette version, les politiques régionales devraient reposer sur une diversification non reliée plutôt que reliée afin d'éviter la dépendance régionale et de promouvoir un changement radical dans les territoires.

# Shift-share sur l'emploi industriel

- Les zones d'emploi industriels ne sont pas particulièrement condamnés au déclin et,
- on n'observe pas de prime à la grandeur sous l'effet des économies d'agglomération
- En tendance, le continuum des activités industrialo-servicielles exposées à la compétition mondiale jouent un rôle important
- la spécialisation sectorielle a plutôt un effet limité
- Résultat d'une étude sur les ZE:
  - la composante nationale explique en moyenne 52 % de la variation locale de l'emploi industriel
  - La spécialisation sectorielle explique en moyenne 10 % des variations de l'emploi industriel
  - l'effet local explique 38 % des variations de l'emploi dans les territoires

Déterminant de l'évolution de l'emploi industriel local  
(période 2009-2015)



# Recommandation : territorialiser les politiques industrielles

- **Littérature économique**

- Remet en question l'opposition traditionnelle entre politiques horizontales et verticales et recentrent le débat sur l'organisation des politiques industrielles et leur instrumentation
- Souligne la nécessité d'intégrer pleinement les *Place-Based Industrial Policies* ([Juhász, Lane et Rodrik, 2024](#); [Frigant et Levratto, 2023](#),
- ➔ importance d'adapter les stratégies industrielles aux réalités institutionnelles et territoriales locales, en privilégiant les interventions des collectivités locales et rôle des investissements publics locaux ([Chtioui et Levratto, 2021](#))

Typologie des politiques incitatives en faveur des entreprises

		Objectifs		
		Adaptation des comportements existants	Adoption de nouveaux comportements	
Modalités	Amélioration de la rentabilité grâce à la distorsion des prix relatifs	<b>QI Croissance individuelle</b> - Aide à l'investissement - Réduction charges sociales - Accès à la commande publique	<b>QII Efficience organisationnelle</b> - Aides au conseil - Aide à l'innovation - Soutien à la R&D	⇒ Décisions individuelles
	Incidations conditionnées par l'insertion dans un collectif	<b>QIII Mutualisation des ressources</b> - Actions collectives - Partage de coûts, d'indivisibilité	<b>QIV Compétitivité collective</b> - Soutien recherche collective au sein Pôle de compétitivité	⇒ Décisions collectives
		↓	↓	
		Efficience statique	Efficience dynamique	

Source : [Carré et Levratto \(2011\)](#)

# Conclusion

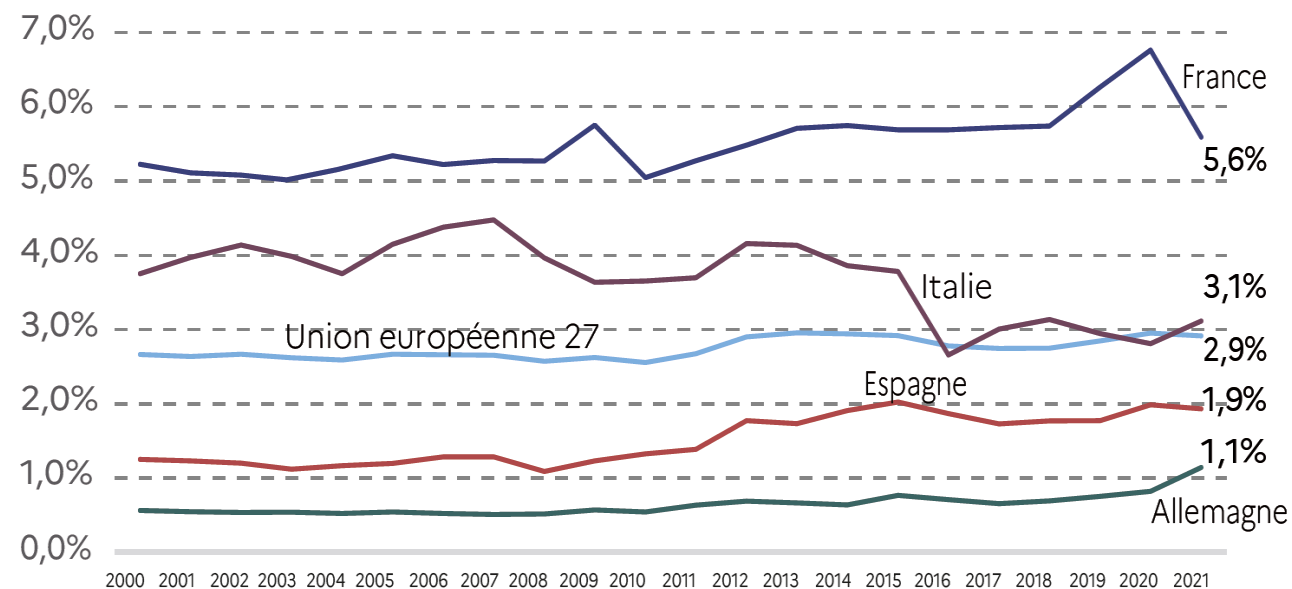
L'allègement de la fiscalité économique locale est-il vraiment une solution à la reprise économique des territoires?

# Une fiscalité économique locale souvent décriée

## Contexte

- Un poids de la fiscalité locale supérieur en France
- Une politique de l'offre pour réduire les coûts des entreprises
- Une réforme de la CVAE engagée sans étude d'impact préalable exhaustive
- Résultats attendus\* :
  - baisse pérenne de la fiscalité de production de plus de 9,5 Md€,
  - choc positif de productivité de plus de 17 Md€,
  - augmentation du RCAI des entreprises
  - accroissement de l'IS de 13,6 Md€ (7,6 Mds€ en 2022 et 6,0 Mds€ en 2020).

Comparaison des impôts de production payés par les entreprises rapportés à la valeur ajoutée



Source : Les Thémas de la DGE, N° 3, septembre 2023

Champ : Sociétés non financières et financières. Autres impôts sur la production (D29), valeur ajoutée brute (B1G).

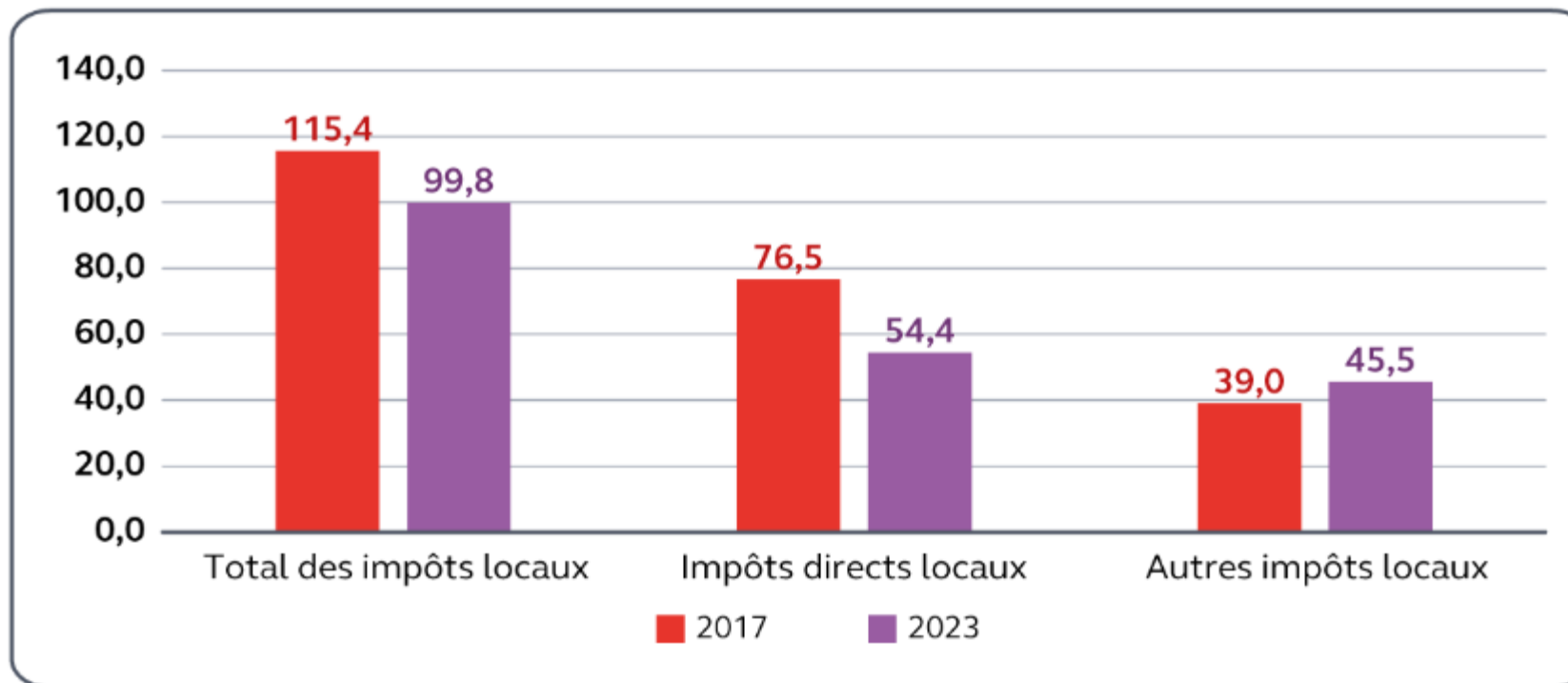
Source : Eurostat, compte des secteurs institutionnels

\* Pellefigue, J. et Papeians, G. (2023) Analyse économique de la suppression de la CVAE. Etude Deloitte, janvier.  
<https://blog.avocats.deloitte.fr/cet-cvae-analyse-economique-de-la-suppression-de-la-cvae>

# Des réformes qui érodent le lien fiscal local

Comment financer la TE alors que les recettes fiscales des collectivités locales sont en baisse ?

**Graphique n° 6 : montants totaux d'impôts locaux acquittés par les ménages et par les entreprises en 2017 et en 2023 à périmètre courant (en Md€)**

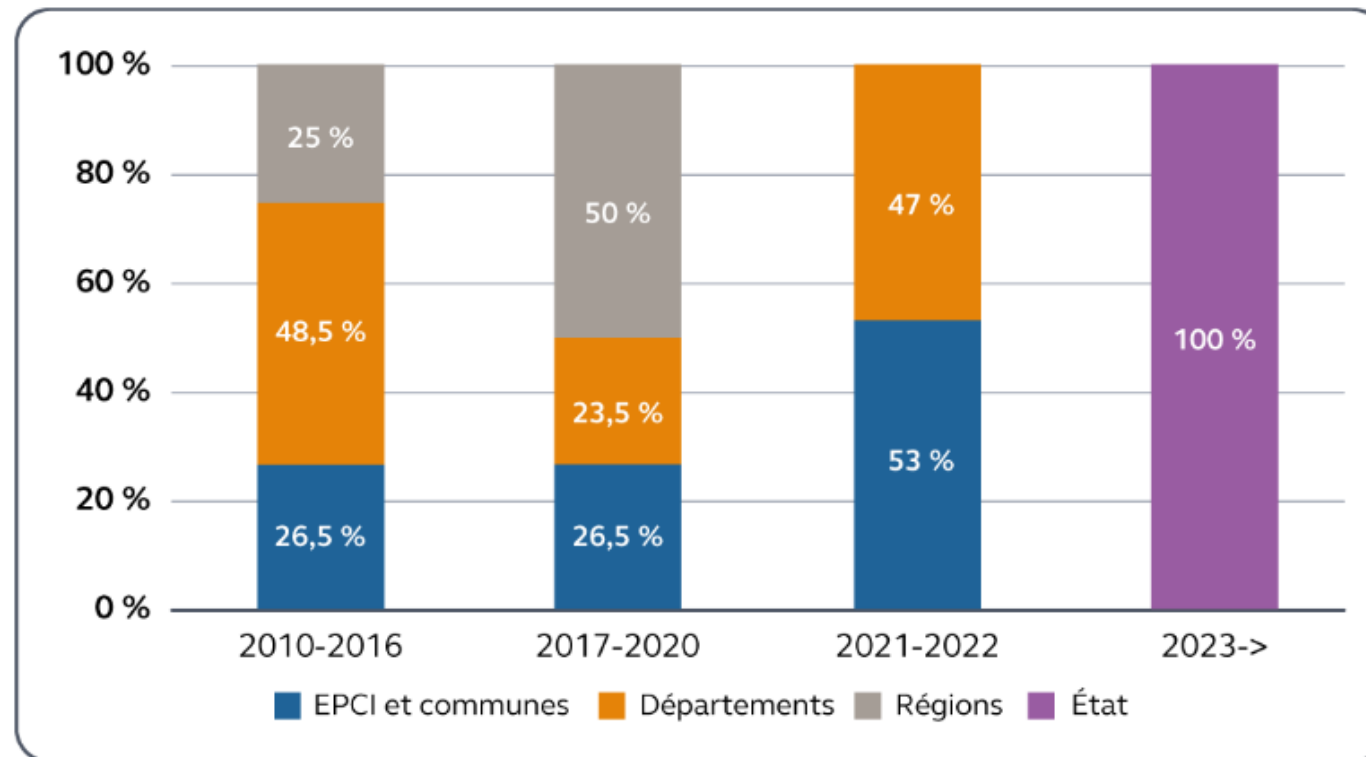


Source : Cour des comptes d'après de données de l'Insee et de la DGFIP

# Des réformes qui érodent l'autonomie financière des collectivités locales

Comment financer le développement « économique local alors que la fiscalité économique locale est déterritorialisée?

**Graphique n° 3 : répartition du produit de la CVAE par catégories de collectivités et avec l'État (2010-2026 ou 2030, en %)**

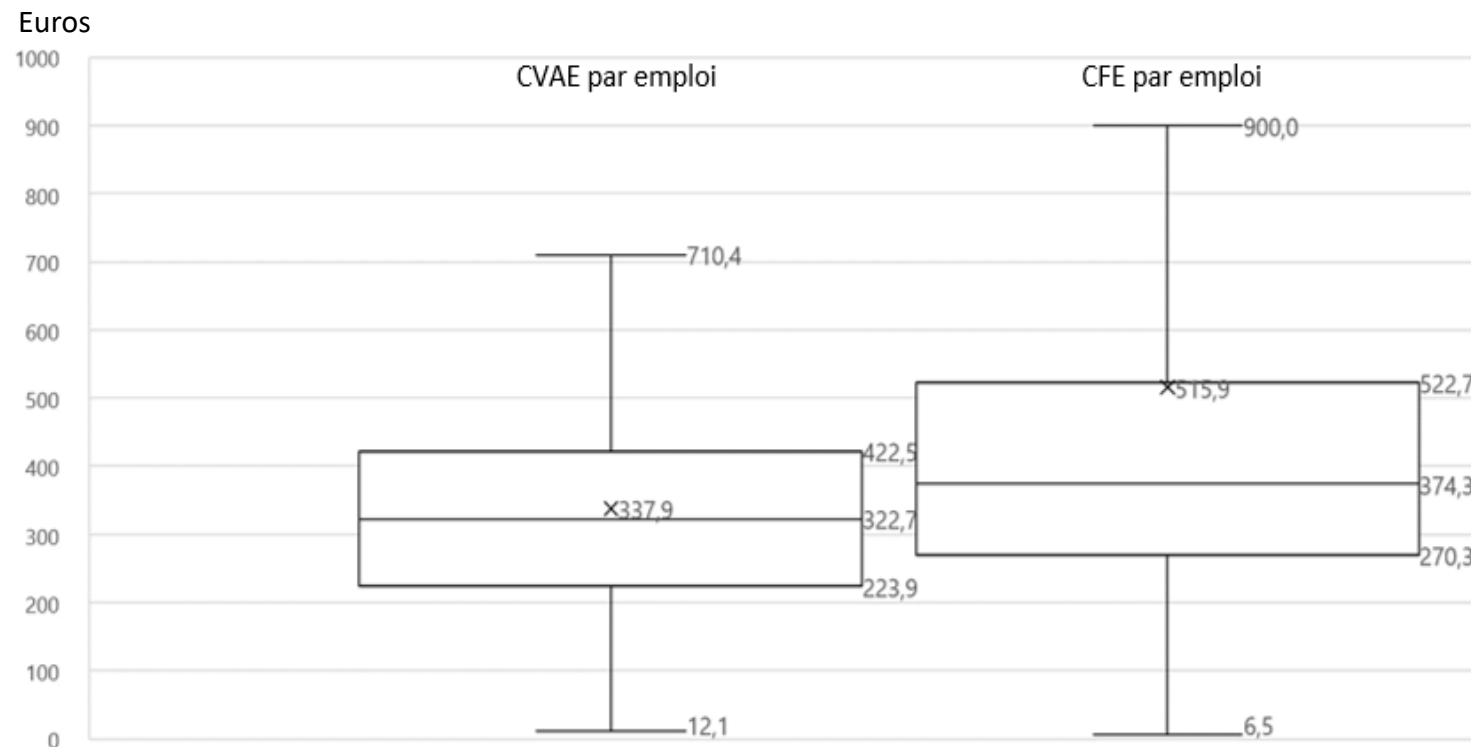


Source : Cour des comptes, d'après les dispositions des lois de finances

# Une fiscalité locale peu favorable à l'action économique

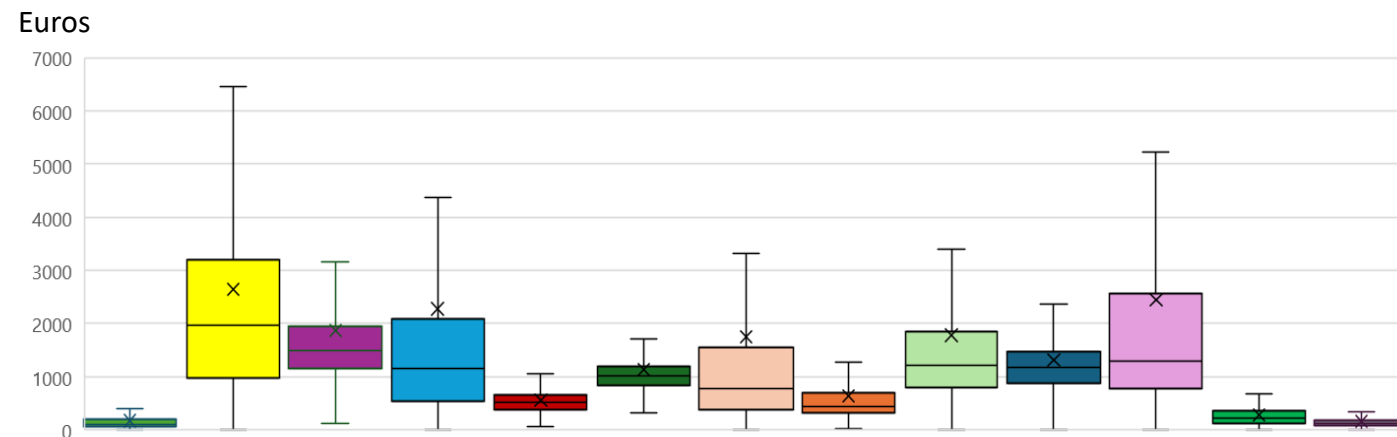
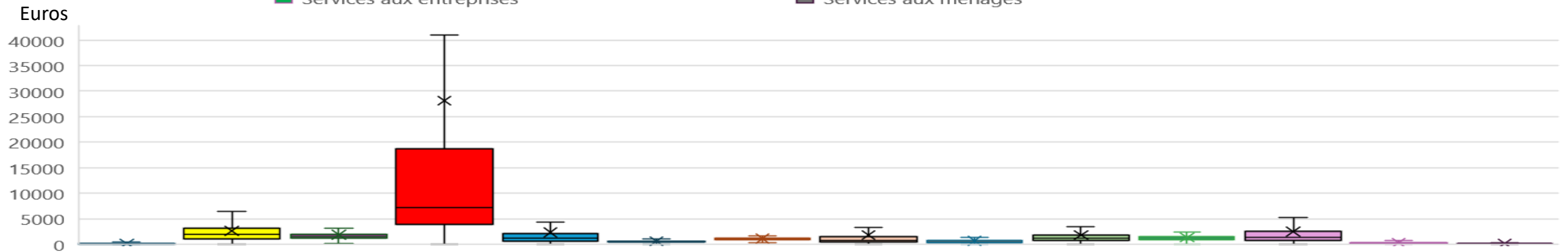
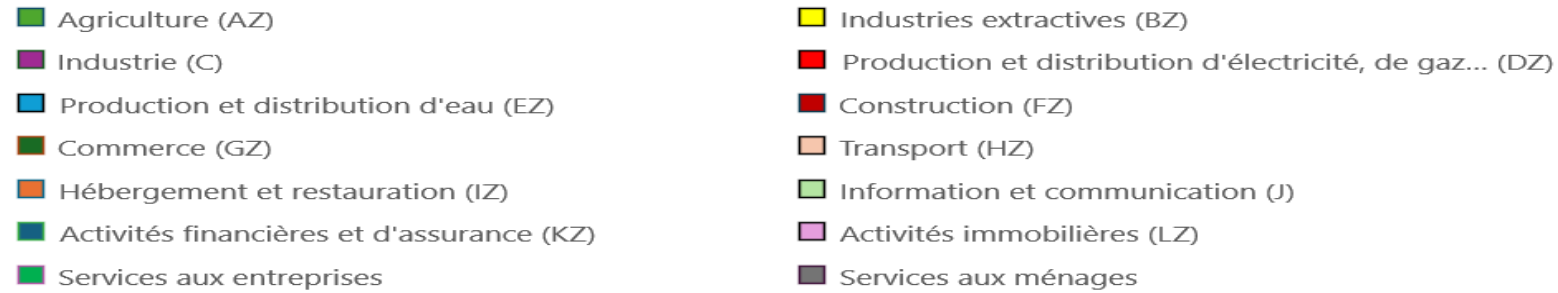
- ▶ La question des retombées de la fiscalité économique locale pour les collectivités

Comparaison de la CVAE et de la CFE en € par emploi



Source : DGFiP, FLORES, FARE ; calculs des auteurs

# Une fiscalité locale peu favorable à l'industrie



# Annexe : Références complémentaires

# Conclusions et perspectives

## Réhabiliter la fiscalité économique locale

- Une fiscalité économique locale aux retombées financières déjà limitées pour les collectivités locales
- Des réformes qui interrogent la cohérence avec d'autres politiques publiques Industrielles → Pas de cohérence avec la politique des TI
- La fiscalité locale et les exonérations ne constituent qu'un facteur secondaire de l'attractivité des territoires : elle constitue une source clé de financement des services publics locaux, dont l'étendue de l'offre peut constituer un critère pour des entreprises françaises ou étrangères qui souhaiteraient s'implanter sur le territoire national.



5 janvier 2025

### **CVAE, Territoires d'industrie : les contradictions de la politique de réindustrialisation à la française**

Nadine Levratto, *Université Paris Nanterre – Université Paris Lumières*; Luc Tessier, *EM Normandie* et Philippe Poinot, *Université Gustave Eiffel*

Suppression de la CVAE, création des Territoires d'industrie... les dispositifs se multiplient pour accélérer la réindustrialisation. Mais comment leur articulation est-elle pensée ?



19 novembre 2023

### **La suppression de la CVAE, une mesure de relance de l'industrie française mal ciblée**

Nadine Levratto, *Université Paris Nanterre – Université Paris Lumières* et Philippe Poinot, *Université Gustave Eiffel*

L'allègement fiscal prévu dans le projet de loi finances 2023 renforce la compétitivité des grandes entreprises mais ne concerne qu'une minorité du tissu économique. Décryptage.

#### TRIBUNE

Nadine Levratto  
Directrice de recherche au CNRS

Philippe Poinot  
Enseignant-chercheur, université  
Gustave Eiffel

**« Quelle incitation restera-t-il pour les collectivités à accueillir des projets industriels si ceux-ci ne génèrent plus de retombées fiscales significatives ? »**

# Productions

**PÉPITE**

**PÉPITE : Les Notes**

PEPITE - Les Notes #17 - novembre 2023

## Industrie et écologie : les chemins de la transition

La transition écologique de l'économie ne se limite pas à une greffe verte sur un modèle existant ; elle suppose une reconfiguration profonde des modes de production, de consommation et de gouvernance. Face à l'épuisement des ressources, à la déstabilisation du climat et à l'érosion de la biodiversité, il ne s'agit plus seulement d'optimiser les performances environnementales, mais de repenser les finalités mêmes de l'activité économique. Pour les entreprises, les institutions publiques et les territoires, cette transition implique des arbitrages complexes entre compétitivité, résilience et soutenabilité. Elle transforme les rapports au temps, au capital naturel et au travail, et exige une coordination renforcée entre acteurs. Cette note propose un cadre d'analyse des dynamiques en cours, en articulant approches théoriques, stratégies industrielles et instruments de politique publique<sup>1</sup>.

1. Contexte et justification de la transition écologique de l'industrie

### 1.1. L'industrialisation face au changement climatique

L'industrie et son développement constituent l'un des piliers majeurs des systèmes technico-économiques depuis le 19<sup>ème</sup> siècle. Le passage à la production de masse s'est accompagné d'une croissance accélérée des capacités productives, d'un développement des marchés et d'une généralisation des échanges typiques des systèmes capitalistes mais auxquels les régimes collectivistes ne sont pas non plus échappés. Toutefois, cette dynamique s'est bâtie sur l'exploitation intensive des ressources (Smil, 2017) dont les énergies fossiles (Fressoz, 2024) et les ressources naturelles, au premier rang desquelles la terre (Stanton, 2021), provoquant une série de perturbations écologiques aujourd'hui reconnues comme systémiques, l'accumulation de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère, la perte massive de biodiversité, la dégradation des sols, la pollution des écosystèmes et l'augmentation du rythme d'extraction des ressources sont autant de conséquences directes de ce modèle de développement (Bonneuil & Fressoz, 2016 ; Malm, 2016).

En 2019, au niveau mondial, les émissions anthropiques totales nettes de GES (59 Gt CO<sub>2</sub> eq)<sup>11</sup> provenaient, par ordre d'importance, des secteurs de la production/distribution d'électricité et de chaleur (20 Gt CO<sub>2</sub> eq, soit 34%), et du secteur de l'industrie manufacturière (14 Gt CO<sub>2</sub> eq, soit 24%).

<sup>11</sup> La méthode de la revue éditoriale<sup>12</sup> consensuelle à la transition écologique de l'industrie propose de intégrer<sup>13</sup> à cette réflexion qui veut d'articles, proposant de mettre en place un nouveau modèle de société à des études de cas sectorielles en passant par une analyse critique des politiques nationales et européennes ainsi qu'une présentation de nouveaux modèles produits des entreprises. Pour une présentation d'ensemble, voir l'introduction générale de Marie-Claire Gallot et Fabrice Hégo et Nadine Levrat, dont ce texte constitue une version préliminaire.

<sup>12</sup> L'indicateur de CO<sub>2</sub> équivalent (CO<sub>2</sub> eq) résulte d'une méthode de mesure des émissions de gaz à effet de serre qui prend en compte le pouvoir de réchauffement de chaque gaz relativement à celui du CO<sub>2</sub> : GWP (CO<sub>2</sub> eq : million de tonnes équivalent CO<sub>2</sub>).

**PÉPITE**

**PÉPITE : Les Notes**

PEPITE - Les Notes #17 - novembre 2023

## L'industrie et ses territoires : quinze ans de grands changements

Denis Carré, Consultant  
Abdoulaye Kané, Ingénieur de recherche au CNRS, Economiste  
Nadine Levrat, Directrice de recherche au CNRS, Economiste

En 7 ans, plus de 100 000 emplois ont été créés dans l'industrie après 40 ans de repli... plus de 150 territoires gagnants + mais des super gagnants : une dizaine de territoires métropolitains et leurs territoires avoisinants !

« Le mouvement de désindustrialisation à l'œuvre depuis les années 1970 a connu un coup d'arrêt au milieu de la décennie 2010 »<sup>1</sup>. Les données d'emploi au lieu de travail indiquent qu'au repli de l'emploi de la base industrielle de 5,9% entre 2009 et 2019, a succédé une progression de 3,4% entre 2019 et 2023, soit la création nette d'environ 100 000 emplois<sup>2</sup>.

Si les annonces de fermetures de sites, dont la presse rend compte à juste titre<sup>3</sup> préoccupent les organisations syndicales, les élus locaux et les autorités publiques, elles accompagnent d'articles faisant état de territoires en dynamique<sup>4</sup> ou sein desquels l'industrie se reconstruit. Ce paradoxe interroge les perspectives de ce retournement de tendance, parfois qualifié de réindustrialisation<sup>5</sup>. Au-delà de ces observations et pour en comprendre les rouages, il n'est pas inutile d'offrir un peu plus loin dans l'analyse de ces phénomènes.

Cette note propose de détailler cette dynamique de l'emploi industriel au niveau des territoires après avoir pris acte dans un premier point de la rupture dans le processus de contraction de l'emploi du secteur de l'industrie. Ces observations s'appuieront essentiellement sur l'analyse des disparités de croissance - repli observées au niveau des territoires, soit les 287 zones d'emploi marquées à partir des variations d'emploi observées sur la période antérieure (ici 2009-2019) et actuelle soit 2019 - 2023.

### 1. La fin de la désindustrialisation ?

Si l'on s'accorde à situer le décrochage net de l'emploi industriel au milieu des années 1970, c'est depuis les années 1990 que nombre de territoires, principalement du Nord et de l'Est mais aussi de la région de Saint-Etienne, ou en Normandie enregistrèrent des pertes d'emplois considérables au sein des secteurs traditionnels tels la métallurgie et le textile-habillement. La décline du nombre d'emplois dans les secteurs de l'industrie s'opère surtout à partir de 1975 sous le coup de phénomènes, exposés par Demmou (2019),

<sup>1</sup> « On est la réindustrialisation de la France 1 », Les Terrains de la SUD, 8/12, mai 2024

<sup>2</sup> Les données relatives aux sites de l'emploi au lieu de travail et sont disponibles jusqu'à 2023. Notes territoriales, que les Annexes, reprises par 2024 soulignent cette tendance avec le constat d'un repli de 14,10 millions dans l'industrie, à cause, l'industrie et ce déclin se voit être comme l'ensemble de l'industrie structurel et des secteurs de fabrication plus la production et distribution d'énergie et d'eau. En consultant le mensuel de M. S. les données des secteurs 11, 12, 13 et 14.

<sup>3</sup> Les sites, 28 avril 2023, « l'industrie d'acier : le jour de la rage », La réindustrialisation, après avoir vu les territoires français, se heurte à la réalité des défis : les défis de l'industrie et par son avenir (Fédération Française Industrielle, Louvain-la-Neuve).

<sup>4</sup> Dans l'actualité, deux études de sites industriels se sont développées en France en 2021 : la 2021, l'Alsace a vu de sites industriels, à savoir un « modèle, notamment dans l'agroalimentaire et le vin ».

<sup>5</sup> Il faut éviter de parler de réindustrialisation, mais surtout de un gain d'emplois, mais un mouvement de l'industrie. L'emploi et de base entre de nouvelles industries. Dans un contexte de crise, l'industrie se reconstruit, les secteurs de recyclage, l'économie circulaire, la distribution, qui se voit par des sites de l'industrie : deux exemples, secteur général pour l'agroalimentaire chargé de : France 2020 - Les Sites, 14 mai 2023.

**PÉPITE**

**PÉPITE : Les Notes**

PEPITE - Les Notes #17 - janvier 2024

## Place et rôle de l'économie circulaire dans les territoires

Abdoulaye Kané, ICERNA-IC, CNRS, Ecole des Mines-PSL  
Claire PÉPITE (Planification écologique, politiques industrielles et territoriales)

L'urgence émergeante, l'économie circulaire occupe désormais une place centrale dans les stratégies nationales et européennes, combinant des objectifs environnementaux et socio-économiques. Cette note propose une cartographie des évolutions de l'emploi lié à l'économie circulaire en France métropolitaine, à l'échelle des zones d'emploi (ZE), sur la période 2008-2024. Les résultats mettent en évidence des trajectoires territoriales nettement différenciées, permettant d'identifier des territoires « gagnants » et « perdants » dans la transition vers l'économie circulaire. Même si le décalage s'avère difficile pour la majeure partie des territoires, les métropoles et les territoires portuaires enregistrent des croissances soutenues durant la période 2008-2024, tandis que les petites zones d'emploi et les espaces ruraux apparaissent en retrait. Sur l'ensemble de la période 2008-2024, 253 ZE ont enregistré une croissance positive, pour une variation moyenne nationale de 24,23 %. Cependant, l'hétérogénéité territoriale est beaucoup plus marquée dans la sphère du recyclage et de la valorisation des déchets. Ces résultats soulignent à la fois une diffusion progressive des activités de l'économie circulaire à l'échelle nationale et la persistance de disparités territoriales, suggérant des capacités différenciées de spécialisation, d'adaptation et d'intégration dans les filières circulaires.

### 1. Contexte et nécessité d'une transition vers l'économie circulaire en Europe et en France

#### 1.1. Un changement de paradigme à l'échelle européenne

L'économie circulaire (EC) est devenue un pilier essentiel de la transition écologique européenne (Korhonen, Honkasalo, & Seppälä, 2018). Elle vise à substituer au modèle linéaire traditionnel un modèle économique durable fondé sur la préservation des ressources, la réduction des déchets, l'allongement de la durée de vie des produits, la réparation, le recyclage, le réemploi, la réutilisation et l'écoconception (ADME, 2023).

Depuis 2015, l'Union européenne (UE) a engagé une stratégie ambitieuse en faveur de l'EC. Le « paquet économie circulaire » constitue l'un des premiers jalons majeurs. Ce paquet est un plan d'action global couvrant l'ensemble du cycle économique, de la production à la consommation, jusqu'à la gestion des déchets et au développement du marché des matières premières secondaires.

**2008-2024**  
Croissance soutenue pour les métropoles et territoires portuaires

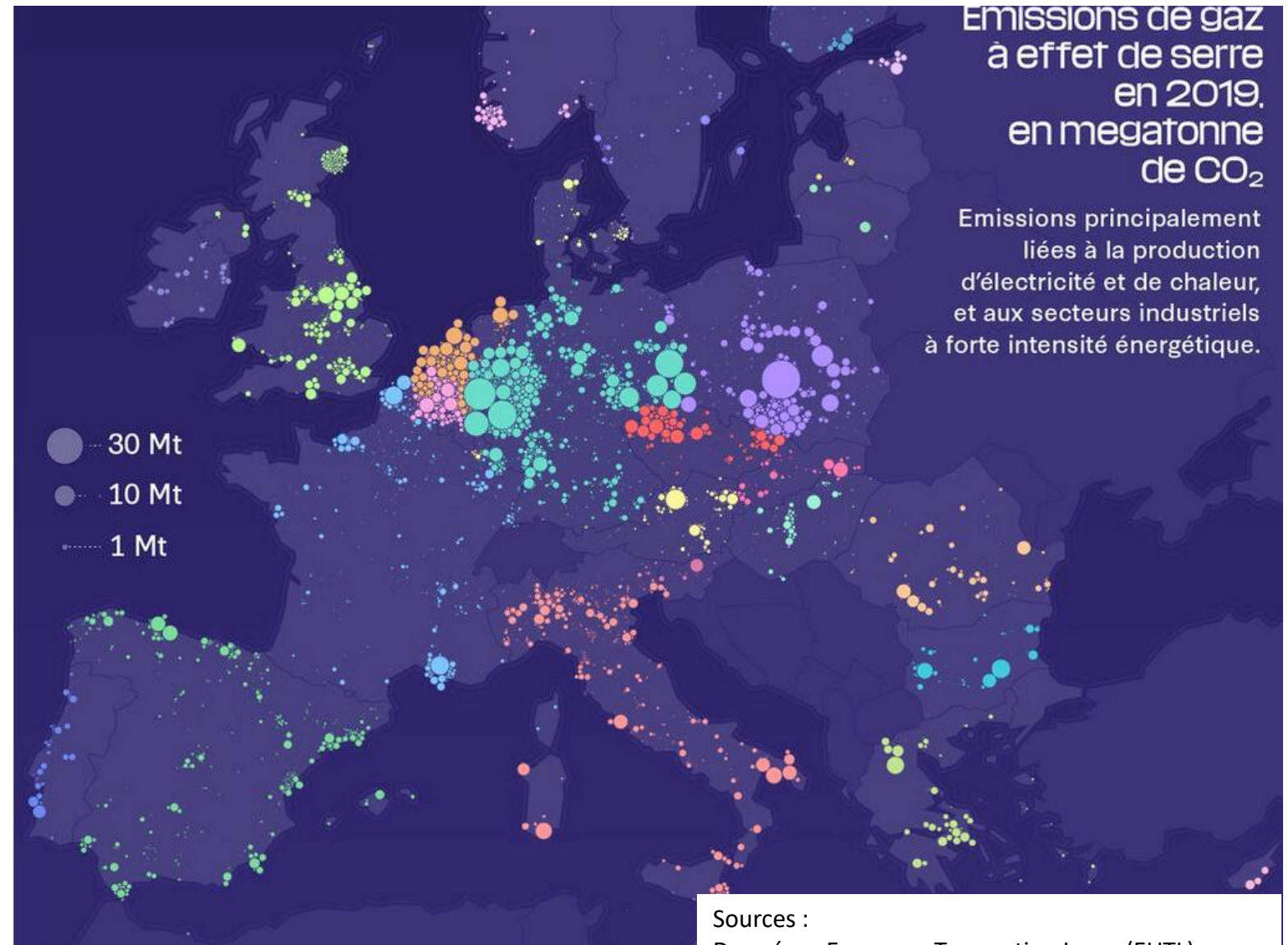
**253**  
Nombre de ZE en croissance positive dans la période 2008-2024

# La transition écologique des territoires

# Emissions de GES de l'industrie par pays de l'UE

Principales causes des écarts / pays :

- Densité démographique
- Part de l'industrie dans la VA
- Mode de production d'électricité



Sources :

Données : European Transaction Log » (EUTL),

Cartographie : [Cédric Rossi](#)

# Orientations à court-terme pour un développement territorial durable (1)

- Dépasser la décarbonation
  - S'inscrire dans une démarche de lutte contre et d'adaptation au changement climatique → connexion locale-globale responsable
- 1. Sobriété, efficacité, circularité**
- ▷ Prioriser l'économie circulaire à travers l'écologie industrielle et territoriale (EIT), un mode d'organisation interentreprises favorisant les échanges de flux et la mutualisation des ressources
  - ▷ Enclencher un modèle de diffusion de l'innovation à travers un système social → interaction entre trois niveaux : le paysage (macro), le régime sociotechnique (méso) et la niche (micro). Exemple : démarche « Reduce-Reuse-Recycle »
  - ▷ Privilégier la transition énergétique au sens large : l'ensemble des activités et des acteurs contribuant à une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources.
  - ▷ Réduire les intrants pour diminuer les coûts de production
  - ▷ Privilégier les matériaux durables pour substituer des produits locaux aux biens standards.

# Orientations à court-terme pour un développement industriel durable (2)

## **2. Place et rôle de l'ESS**

- ▷ Création et mise en fonction de lieux de concertation entre acteurs pour co-construire les politiques de développement.

## **3. Mobiliser les leviers d'une économie durable**

- ▷ Economie circulaire et autres actions d'écologie industrielle par nature territorialement ancrées
- ▷ Problème du foncier : Quid du ZAN ?
- ▷ Valoriser l'économie de la fonctionnalité et du partage. Prise en compte des freins culturels dans un contexte historique privilégiant l'individuel et le jetable
- ▷ Accompagner les transformations en soulignant le triple dividende :
  - ▷ Augmentation des marges par la réduction des coûts de production,
  - ▷ Effet d'entraînement par la création d'emplois de techniciens localement,
  - ▷ Meilleures perspectives de développement industriel par la diminution des prélèvements de ressources naturelles.

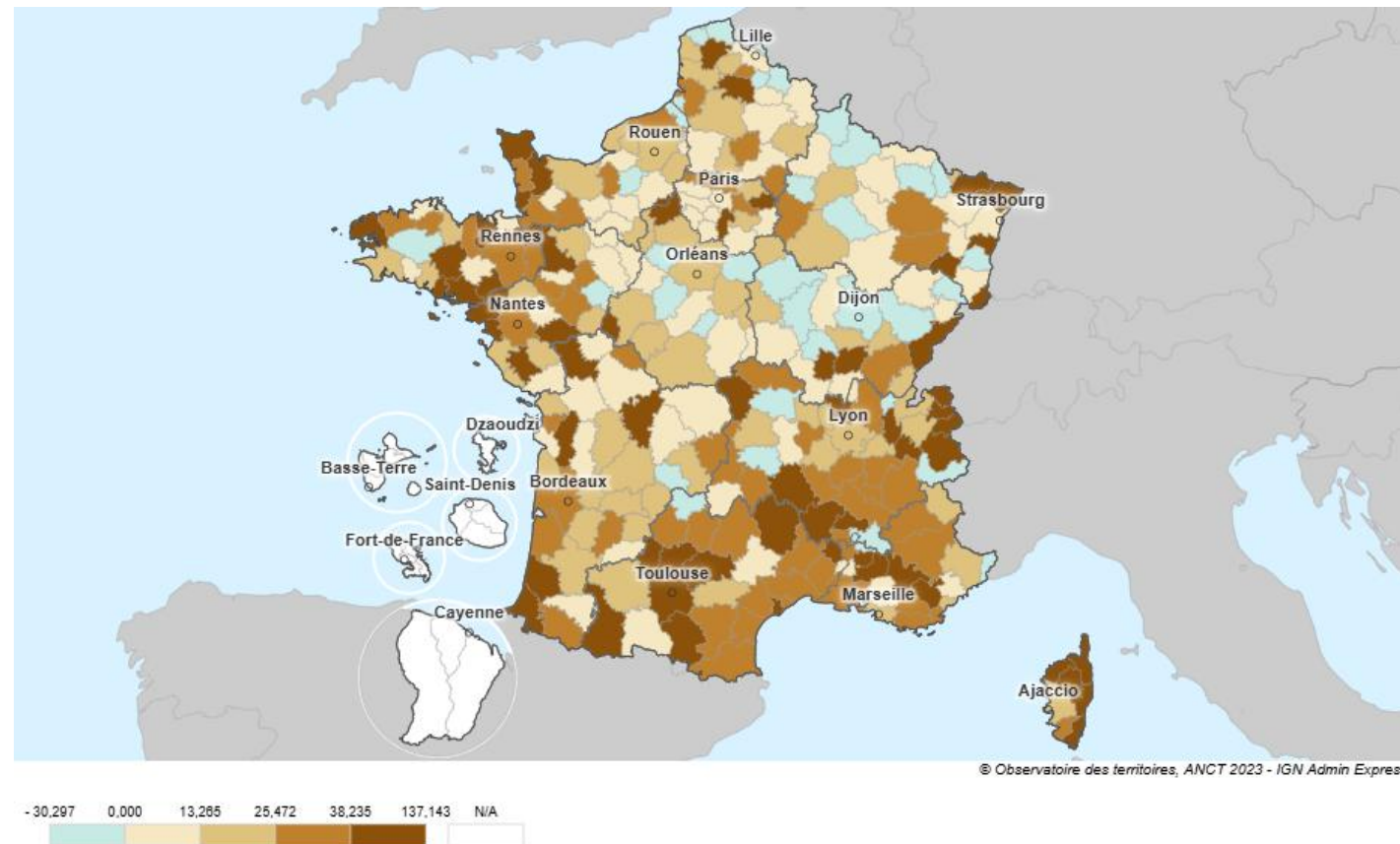
# L'économie circulaire

- Analyse empirique sur 287 zones d'emploi françaises entre 2009 et 2024 à partir d'un modèle spatial

## ➤ Résultats

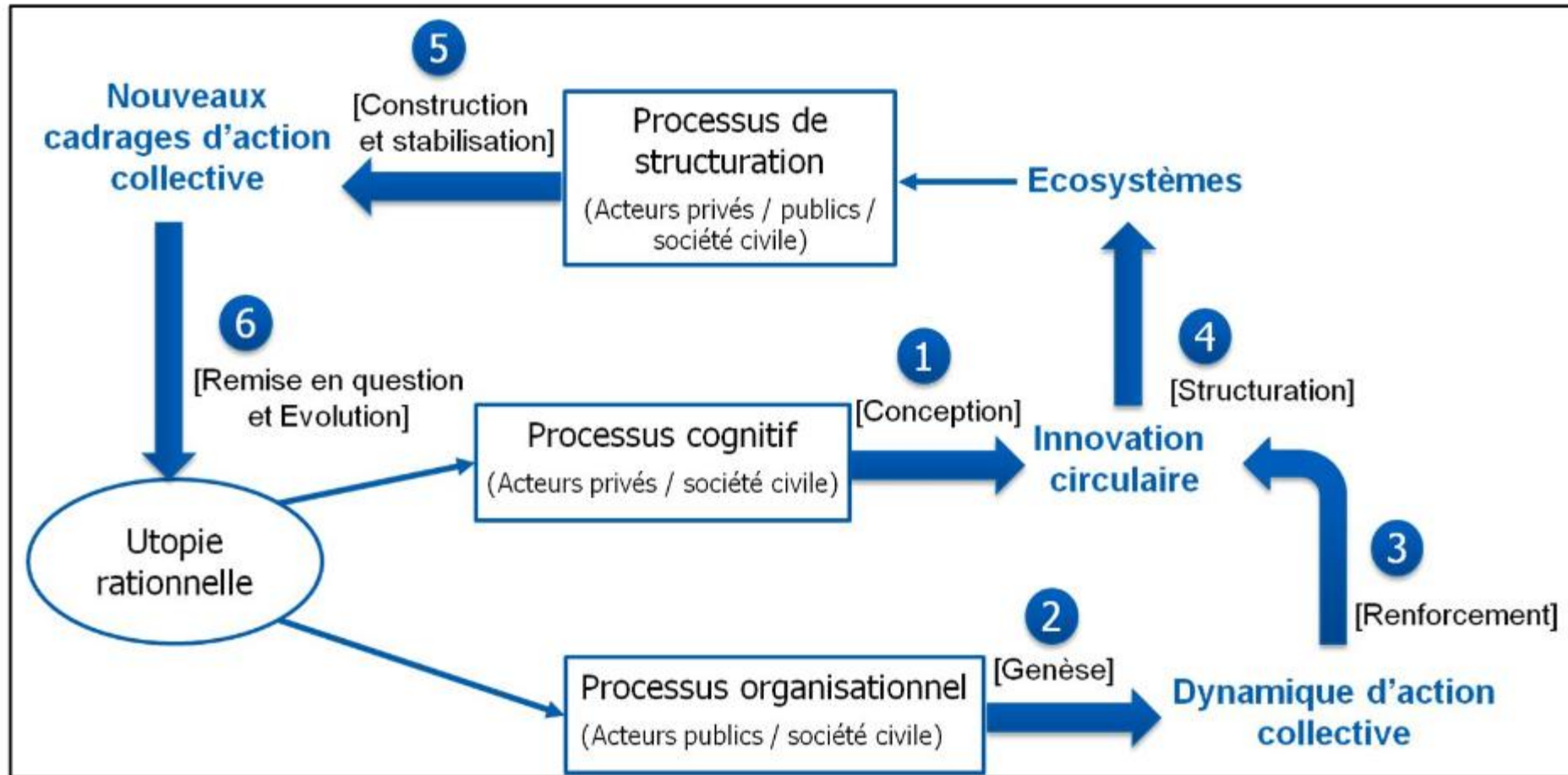
- Effet de clustering significatif
- Effet positif de la spécialisation sectorielle (Krugman)
- Effet négatif significatif de la concentration des entreprises (HHI)
- Effet positif significatif du taux de chômage de la ZE et des ZE voisines

Variation de l'emploi dans les secteurs de l'économie circulaire entre 2008 et 2024 (zone d'emploi 2020)



# Mettre en place un modèle d'ingénierie politique

Conceptualisation d'une trajectoire de transition territoriale vers l'économie circulaire



Source : Joël Ntsōndé (2022) Économie circulaire, innovation et territoires : vers un modèle d'ingénierie politique pour accompagner la transition écologique des territoires. Vie & sciences de l'entreprise, N° 214-215, pages 236 à 249

[Disponible en ligne](#)

# La chaire PEPITe

## L'équipe

### Direction scientifique

La Chaire Planification Écologique, Politiques Industrielles et Territoires a été créée sous l'impulsion de deux co-directeurs, Nadine LEVRATTO (directrice de recherche au CNRS) et Nicolas PORTIER (professeur affilié à l'École urbaine de Sciences Po).

[contact@chaire-pegite.org](mailto:contact@chaire-pegite.org)



**Nadine LEVRATTO**

Directrice de Recherche CNRS

Présentation de  
Nadine Levratto

[LinkedIn](#)



**Nicolas PORTIER**

Professeur affilié à l'École urbaine de Sciences Po

Présentation de  
Nicolas Portier

[LinkedIn](#)

## Les membres de la chaire



**Mounir AMDAOU**

Chargé d'études Science,  
Technologie et Innovation (STI)  
– statisticien



**Guiseppe ARCURI**

Maitre de conférences  
Ecole de management de la  
Sorbonne



**Denis CARRÉ**

Chercheur à EconomiX  
[CV](#)



**Abdoulaye KANÉ**

Docteur en économie  
Ingénieur de recherche CNRS en  
économie spatiale

## Partenaires fondateurs

La chaire est hébergée par l'Institut Louis Bachelier

La chaire PÉPITe est soutenue par l'Institut CDC pour la Recherche qui en est le principal soutien. L'Institut pour la Recherche est un programme qui a pour objet le soutien à des travaux de recherche dans les champs d'intervention stratégiques du groupe Caisse des Dépôts et qui contribue à la réflexion sur les enjeux du futur..

## Partenaires scientifiques



En collaboration avec  
l'École Urbaine de  
SciencesPo

**SciencesPo**  
ÉCOLE URBAINE